



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
**LA DATE DE LA
RENTÉE
UNIVERSITAIRE FIXÉE**

Lire en page 16



M^{ME} MERIEM BENMOULOUDD NOMMÉE HAUT
COMMISSAIRE À LA NUMÉRISATION, AVEC
RANG DE MINISTRE
**DONNER UN COUP
D'ACCÉLÉRATEUR
AU SECTEUR**

Lire en page 16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / JEUDI 7 SEPTEMBRE 2023 // N°636 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

RÉPRESSION DE
MANIFESTANTS À LAÏYOUNE
OCCUPÉE

**CONSTAT
ACCABLAN
DE STAFFAN
DE MISTURA**

Lire en page 4



LA FRANCE AMORCE
LE PROCESSUS DE RETRAIT
DE SES FORCES ENGAGÉES
AU NIGER

**VOICI LES
DERNIERS
BASTIONS
MILITAIRES DE LA
FRANCE AU SAHEL**

Lire en page 3



LUTTE CONTRE LA DROGUE
**UNE BATAILLE
À GAGNER**

Lire en page 5



RECEP TAYYIP ERDOGAN EN VISITE PROCHAINEMENT À ALGER

**CIMENTER DAVANTAGE LES
SOLIDES RELATIONS
QU'ENTRETIENNENT LES DEUX PAYS**

Lire en pages 3 et 6



DES QUESTIONS D'INTÉRÊT
COMMUN ONT ÉTÉ ÉVOQUÉES

**CHANEGRIHA
REÇOIT UN APPEL
TÉLÉPHONIQUE DU
DIRECTEUR DE LA CIA**

Lire en page 16





200 ÉTALS BRÛLÉS DANS L'INCENDIE AU MARCHÉ BAB ER-RAHBA DE BLIDA

Un incendie s'est déclaré hier, très tôt le matin, au marché Chahid Mohamed-Guessab d'Ouled Yaich (Blida), causant la perte de 200 étals, avant son extinction, a-t-on appris des services de la Protection civile de la wilaya. L'unité de la Protection civile d'Ouled Yaich, appuyée par différentes unités de la Protection civile de la wilaya et de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El Beida (Alger), sont intervenues aux environs de 4h55mn de la matinée pour l'extinction d'un incendie au marché Mohamed-Guessab, a indiqué le directeur local de la Protection civile, Merzak Bachi. Il a ajouté que l'incendie a été totalement éteint, après avoir causé la perte de 200 étals de vendeurs activant dans le périmètre de ce marché. "L'incendie a été totalement



maîtrisé par les unités de la Protection civile qui ont empêché la propagation des flammes vers les locaux commerciaux", a précisé le même responsable. Ce marché compte plus de 500 locaux, en plus d'un grand nombre de stands d'étalage de différents produits, selon la même source, qui a assuré qu'"aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée". Outre 53 agents de la Protection civile de différents grades, l'extinction de cet incendie a nécessité la mobilisation de 17 camions anti-incendie, deux ambu-

lances, 4 camions de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention, et 4 camions de l'entreprise "Mitidja Hadaik". Immédiatement après la déclaration de l'incendie, le secrétaire général chargé des affaires de la wilaya s'est rendu sur place, où il a rassuré les propriétaires des étals brûlés quant à la prise des mesures réglementaires nécessaires et de l'amélioration de la situation de ce marché, qui fait quotidiennement l'objet d'une affluence considérable de citoyens de différentes wilayas du pays.

L'AMBASSADEUR SAOUDIEN ARRIVE À TÉHÉRAN APRÈS UNE RUPTURE DE SEPT ANS

Le premier ambassadeur d'Arabie saoudite en Iran, depuis la reprise des relations diplomatiques, est arrivé à Téhéran pour assumer ses fonctions officielles, a annoncé hier, le ministère saoudien des Affaires étrangères. "Le royaume et l'Iran sont voisins et possèdent de nombreux éléments économiques, ressources naturelles et avantages qui

contribuent à renforcer les aspects du développement, de la prospérité, de la stabilité et de la sécurité dans la région", a déclaré l'ambassadeur Abdallah al-Anzi. Cette décision intervient quelques heures après l'annonce faite par l'ambassadeur iranien, Alireza Enayati, qui a fait savoir qu'il se rendait à Riyad pour commencer sa mission diplomatique. L'Iran et l'Arabie saoudite ont rompu leurs rela-

tions diplomatiques en janvier 2016, après des attaques menées contre l'ambassade saoudienne à Téhéran et le consulat à Mashhad par des foules en colère, suite à l'exécution d'un religieux chiite saoudien. Les deux rivaux régionaux ont repris leurs relations diplomatiques suite à des efforts de médiation de la Chine, menés plus tôt cette année.

TUNISIE ENNAHDHA ANNONCE L'ARRESTATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA CHOURA

Le mouvement tunisien Ennahdha a annoncé, hier, que les autorités sécuritaires ont arrêté dans la soirée du mardi le président du Conseil de la Choura du mouvement, Abdelkarim Harouni, "après l'avoir assigné à résidence depuis samedi dernier". Dans un communiqué, Ennahdha a condamné l'arrestation de Harouni, soulignant "qu'il est encore sous traitement depuis les brûlures subies lors de l'incendie du siège du mouvement en 2021 et que l'arrestation pourrait détériorer son tat de santé et mettre sa vie en danger". Ennahdha a appelé, dans ce contexte, au respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme. Mardi, Ennahdha a annoncé que "les forces sécuritaires ont également arrêté le vice-président du mouvement, Mondher Ounissi (56 ans), président du parti par intérim depuis le 26 avril, soit depuis l'absence de Rached Ghanouchi". Les autorités tunisiennes ont procédé, depuis le 11 février dernier, à plusieurs arrestations de dirigeants et de militants de l'opposition. Ceux-ci considèrent les mesures d'exception imposées par Kaïs Saïed comme "un coup d'État contre la Constitution de la révolution (la Constitution de 2014) et une consécration du monopole absolu du pouvoir".

LAAGAB SE RÉUNIT AVEC LES DIRECTEURS DES ÉTABLISSEMENTS MÉDIATIQUES SOUS TUTELLE

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, s'est réuni, mardi, au siège de son département ministériel, avec les Directeurs généraux des institutions médiatiques sous tutelle, indique un communiqué du ministère. Présidant sa première réunion avec les responsables de ces établissements, M. Laagab "a écouté les différentes préoccupations exprimées par les responsables des établissements médiatiques sous tutelle, ainsi que des explications détaillées sur le fonctionnement de chaque établissement", note la même source. Dans ce contexte, le ministre a mis l'accent sur "la

nécessité de traiter les différents problèmes soulevés", jugeant primordial d'"accorder la plus haute importance à la promotion de l'action médiatique, par des contenus constructifs et professionnels". Il a, également, invité les responsables de ces établissements à "soumettre un rapport détaillé et objectif pour pouvoir tracer une feuille de route". La réunion a été l'occasion pour le ministre d'affirmer "son souci d'aplanir les entraves, par la coopération et la coordination entre les différentes instances et à tous les niveaux", conclut le communiqué.

NOUVEAU SOUCI DE LA FRANCE AU SAHEL

TCHAD : TENSIONS SUITE AU MEURTRE D'UN SOLDAT PAR UN MILITAIRE FRANÇAIS

La ville de Faya, chef-lieu de la région du Borkou, au nord du Tchad, est le théâtre de troubles déclenchés par le décès d'un soldat tchadien, qui aurait été abattu par un militaire français. Les faits se seraient déroulés, mardi, au centre de santé de la base militaire française de la ville, lorsque la victime, Mahamat Dakou Hamid, âgé d'une trentaine d'années, a été admise pour des soins. Selon une vidéo partagée sur les réseaux sociaux, la victime aurait eu une altercation avec un infirmier, ce qui a conduit le militaire à ouvrir le feu contre la victime. Atteint de plusieurs balles tirées à bout portant, Mahamat Dakou Hamid serait mort sur le

coup, indiquent plusieurs sources, dont un élu local de la ville de Faya. Des jeunes de la ville ont pris la rue pour protester contre ce meurtre, suscitant l'intervention de l'armée pour disperser la foule, indiquent les mêmes sources, qui font état de plusieurs blessés par balles actuellement hospitalisés à l'hôpital de Faya, ainsi que de l'instauration d'un couvre-feu dans la ville. Alors qu'aucune réaction officielle des autorités tchadienne ou française n'a encore été communiquée, des sources évoquent une évacuation prochaine du soldat français auteur du meurtre vers la capitale tchadienne, Ndjamen ou vers la France.

SEINE-SAINT-DENIS

UN LYCÉE EN GRÈVE CONTRE L'INTERDICTION DE L'ABAYA

À Stains, le collectif «Lycée Utrillo 93 en lutte» appelle à un rassemblement devant l'établissement ce mercredi, demandant également plus de moyens. «Non à la politique islamophobe du gouvernement.» Des enseignants et personnels du lycée Maurice-Utrillo de Stains (Seine-Saint-Denis) appellent à la grève et à un rassemblement devant l'établissement ce mercredi 6 septembre à midi pour protester contre

l'interdiction du port de l'abaya à l'école et demander plus de moyens. «Nous n'avons pas à faire la police du vêtement», écrit le collectif Lycée Utrillo 93 en lutte dans un tract de «bienvenue» distribué à la rentrée et partagé sur les réseaux sociaux. «Nous refusons de stigmatiser les élèves qui portent une abaya ou un qamis.» Le collectif estime que «la polémique lancée par le gouvernement sur les abayas et sur les qamis cherche à cacher les attaques qui sont faites contre le système public d'éducation, en particulier la baisse drastique de moyens». Il dénonce les conditions de travail dans l'établissement, qui verrait l'effectif de

ses classes augmenter, aurait perdu un poste de CPE, et manquerait d'autres membres du personnel. Par cette grève, ils veulent exiger «les moyens pédagogiques et éducatifs qui nous permettent de travailler correctement». Le collectif Lycée Utrillo 93 en lutte prévenait déjà en février dernier qu'à la rentrée 2023, le lycée n'aurait «plus les moyens de fonctionner». Il s'était également opposé à la réforme du bac et ses épreuves de spécialités organisées en mars. Un point sur lequel Emmanuel Macron a décidé de revenir dès cette année scolaire, estimant qu'elles ne pouvaient pas se tenir «si tôt dans l'année».

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz
Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

RECEP TAYYIP ERDOGAN EN VISITE PROCHAINEMENT À ALGER

Cimenter davantage les solides relations qu'entretiennent les deux pays

Aujourd'hui, il existe une convergence de vues entre les deux pays sur le sens et l'ambition de l'action à mener sur plusieurs questions d'ordre mondial, régional ou d'ordre plus général, attachant plus d'importance au multilatéralisme. Au plan bilatéral, la Turquie et l'Algérie travaillent ensemble dans le cadre d'un nouveau format de coopération dont l'objectif est de redonner de l'élan au partenariat, notamment dans certains secteurs où la Turquie est moins présente.

Chargé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a entamé hier une visite de travail en Turquie. A l'occasion de cette visite, le ministre coprésidera avec son homologue turc, Hakan Fidan, les travaux de la 2e session de la Commission mixte algéro-turque de la planification. La réunion dont il s'agit verra la participation d'une délégation algérienne, composée de représentants de douze secteurs ministériels parmi les secteurs qui veillent au suivi de la mise en œuvre et de la concrétisation des différents programmes de coopération bilatérale entre l'Algérie et la Turquie. Les travaux de cette session porteront sur la préparation du « prochain sommet qui réunira bientôt » en Algérie les deux Présidents, MM. Abdelmadjid Tebboune et Recep Tayyip Erdogan, à la faveur de la 2e session du Conseil de coopération de haut niveau entre les deux pays frères. A cette occasion, M. Attaf sera reçu, en audience, par le Président de la République de



Turquie, Recep Tayyip Erdogan, ainsi que par le président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Numan Kurtulmus. L'Algérie demeure soucieuse d'enrichir, de renforcer et de diversifier davantage ses relations avec la Turquie. Celle-ci l'est aussi. Aujourd'hui, il existe une convergence de vues entre les deux pays sur le sens et l'ambition de l'action à mener sur plusieurs questions d'ordre mondial, régional ou d'ordre plus général, attachant plus

d'importance au multilatéralisme. Au plan bilatéral, la Turquie et l'Algérie travaillent ensemble dans le cadre d'un nouveau format de coopération dont l'objectif est de redonner de l'élan au partenariat, notamment dans certains secteurs où la Turquie est moins présente. Dans certains secteurs comme les hydrocarbures et le BTPH, la programmation et la mise en œuvre de projets de partenariat ont atteint leur vitesse de croisière ces dernières

années. Plusieurs accords de coopération ont été signés dans divers secteurs d'activités (énergie et mines, finances, commerce, industrie, travaux publics, pêche, sciences & technologies et innovation, micro-entreprises, industrie militaire et navale) à la faveur de la visite de M. Abdelmadjid Tebboune en Turquie, il y a quelques mois. Parmi les engagements pris à cette occasion par les présidents des deux pays, figure l'augmentation des échanges commerciaux, l'objectif assigné étant de les porter à 10 milliards de dollars lors des années à venir. Les investissements turcs en Algérie ont beaucoup augmenté ces dernières années. Plusieurs entreprises turques font de bonnes affaires en Algérie, participant à la diversification de l'économie nationale. Parmi celles-ci, l'on peut citer Tosyali, qui active dans le domaine de la sidérurgie, et Tayal, dans le textile. En revanche, Sonatrach participe à d'importants projets en Turquie. Elle a déjà signé un contrat de partenariat avec le groupe turc Renaissance dans le domaine de la pétrochimie.

Youcef S.

LA FRANCE AMORCE LE PROCESSUS DE RETRAIT DE SES FORCES ENGAGÉES AU NIGER

VOICI LES DERNIERS BASTIONS MILITAIRES DE LA FRANCE AU SAHEL

Si le bras de fer du président français Emmanuel Macron avec ses partenaires sociaux en France a fonctionné, avec les dégâts que l'on sait, son bras de fer avec le général Abdorahmane Tiani a tourné vite à l'échec non déclaré. Et pour cause. Paris, qui a entamé discrètement des discussions avec les militaires au pouvoir à Niamey, commence à concrétiser sur le terrain les modalités du « retrait de certains éléments », après avoir d'abord refusé d'obtempérer aux injonctions de la junte. Ainsi, après le Mali et le Burkina Faso, la France plie bagage au Niger ; de toute évidence, il restera toujours une poignée de militaires français au Nord-Niger, peut-être un bivouac pliable, mais le gros des troupes, quelque 1 500 soldats déployés dans le pays, en sera exclu. Début août, les militaires ont donné un mois à la France pour se retirer du territoire nigérien, et aujourd'hui, 7 septembre 2023, ils ont eu gain de cause. Une victoire symbolique qui contraint l'Elysée à



faire profil bas, en attendant des jours meilleurs. Pour le Monde, citant le propos de l'entourage du ministre des armées, Sébastien Lecornu, « des échanges de coordination (...) existent localement entre militaires pour faciliter les mouvements de moyens militaires français immobilisés depuis la suspension de la coopération antiterroriste ». Un aveu dit sobrement, mardi dernier, mais, en réalité, une reconnaissance minimale qui traduit la faillite des armées françaises au Sahel. Actuellement, quelque 1 500 soldats français sont déployés encore au Niger, sur trois bases : dans la capitale, Niamey, à Ouallam, au nord de la capitale, et à Ayorou, près de la frontière avec le Mali. Elles sont toutes appelées à plier bagage, ou pour certaines à rétrécir les effectifs de manière drastique. Certaines unités vont être redéployées au Tchad voisin, ou rapatriées en France. Au Gabon comme au Niger, des soldats français sont présents pour assurer diverses missions pour le compte de l'Etat français. Le Tchad, le Sénégal et la Côte d'Ivoire hébergent aussi des bases françaises. Après le Niger fin juillet, le Gabon a été secoué par un putsch militaire fin août. Deux pays où la France dispose de soldats : 1 500 au Niger et 350 au Gabon. Outre le Gabon et le Niger, 400 soldats français sont également présents au Sénégal, 900 en Côte d'Ivoire, 1 000 au Tchad et 1 500 à Djibouti.

Par Fayçal Oukaci

EN CONVAINCANT LE NIGERIA, ALGER A INVERSÉ LA TENDANCE AU SEIN DE LA CEDEAO

Le Niger largement favorable et attentif à la médiation de l'Algérie

En convaincant le Nigeria, l'Algérie a pu apaiser les frémissements belliqueux au sein de la Cedeao. Le Nigeria, avec une armée qui dispose de plus d'un million de soldats, et un budget très élevé, était la locomotive militaire de l'intervention militaire. Les autres, tous les autres, le Sénégal, le Bénin ou la Côte d'Ivoire, étaient quantité négligeable. Et comme en stratégie militaire, chaque maillon est attaché à un autre, la mise en veilleuse de l'intervention militaire de la Cedeao a entraîné celle de la France. L'Elysée comptait sur les pays de l'Afrique de l'Ouest pour intervenir, remettre Bazoum à son poste et renforcer durablement sa présence au Niger. Il fallait, donc, freiner d'abord les ardeurs du Nigeria, et c'est ce que l'Algérie a fait. Si aujourd'hui, le ministre de l'ancien régime déchu s'agite à partir de Paris, rejetant la médiation algérienne, sa gesticulation s'inscrit dans un cadre qui a été dépassé et abandonné. La France elle-

même a entamé des discussions avec Niamey et commence le retrait de ses troupes. En s'entourant de son peuple, qui l'a acclamé et porté haut, le général Tiani a fait échec et mat et à la France et à la Cedeao. En laissant Air Algérie (avec Air Burkina) comme seules compagnies étrangères à opérer des liaisons avec Niamey, le régime Tiani a dit également toute sa confiance à l'Algérie, qui, la première, a averti contre toute intervention militaire au Niger, pour les raisons que l'on sait. Aujourd'hui, le système Tiani va évoluer dans l'apaisement et avec plusieurs parties étrangères qui lui éviteront de se fourvoyer dans des impasses inutiles. Et c'est dans cette perspective que l'Algérie trouve tout son crédit auprès du peuple du Niger et des autorités de fait. La proposition de sortie de crise algérienne a été déclinée et livrée à des parties alliées, et fait l'objet d'une lecture favorable de la part de

Niamey, d'abord. La principale caractéristique de la position algérienne sur la crise au Niger est qu'elle allie à la fois le souhait de la Cedeao et celui des Nigériens : rejet du changement anticonstitutionnel et rejet de l'intervention militaire. Les six axes de travail autour desquels tourne la proposition algérienne de sortie de crise, sont, en premier, la consolidation du principe de l'illégalité des changements anticonstitutionnels ; un délai de six mois pour parvenir à une solution politique garantissant le retour au système constitutionnel et démocratique au Niger à travers la reprise de l'action politique dans le cadre de l'État de droit ; des arrangements politiques de sortie de crise, avec la participation et l'approbation de toutes les parties sans exclusion et insiste sur le même délai de six mois pour leur mise en pratique ; des garanties à toutes les parties pour assurer la durabilité de la solution politique et son

acceptation par tous les acteurs de la crise et du processus de son règlement ; l'approche participative, et afin de contrôler ces arrangements politiques, l'Algérie engagera des contacts et des consultations intensives avec toutes les parties concernées qui peuvent contribuer et aider à la résolution politique de la crise ou soutenir les efforts visant à y parvenir, selon les propres propos du chef de la diplomatie algérienne, et, enfin, l'organisation d'une conférence internationale sur le développement au Sahel. La Cedeao, dirigée actuellement par le président du Nigeria, Bola Ahmed Tinubu, prend le temps de discuter et semble avoir enterré la solution violente. Le Niger revient à une ouverture politique intéressante : pour parler avec la partie française et ouverture de son espace aérien. La solution algérienne avait besoin de temps et d'apaisement pour avancer. C'est fait.

Par Fayçal Oukaci

LUTTE ANTITERRORISTE
ET CONTRE LA CRIMINALITÉ
ORGANISÉE MULTIFORME

DESTRUCTION DE 7 CASEMATES ET ARRESTATION DE 3 ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPES TERRORISTES

Sept casemates pour terroristes ont été découvertes et détruites par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Boumerdès, alors que 3 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés dans des opérations distinctes à travers le territoire national, durant la période du 30 août au 5 septembre 2023, indique un bilan opérationnel du ministère de la Défense nationale (MDN), diffusé hier. « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 30 août au 5 septembre 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement combiné de l'ANP « a découvert et détruit, lors d'une opération de fouille et de recherche à Boumerdès, 7 casemates pour les groupes terroristes contenant 10 grenades défensives, 4 bombes de confection artisanale, ainsi qu'une paire de jumelles, une quantité de produits explosifs et d'autres effets », relève le communiqué, ajoutant que « dans le même sillage, 3 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés au cours d'opérations distinctes à travers le territoire national ». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et « en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays », des détachements combinés de l'ANP « ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 21 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction d'un (1) quintal et 29 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 115 284 comprimés psychotropes ont été saisis ».

A Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et In Amenas, des détachements de l'ANP « ont arrêté 284 individus et saisi 22 véhicules, 214 groupes électrogènes, 125 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, 5,85 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpillage illicite, tandis que 17 autres individus ont été interceptés et 15 fusils de chasse, 37 quintaux de tabac et 362 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national ». De même, les Garde-frontières « ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et des Douanes, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 8 945 litres à Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf ». Par ailleurs, les Garde-côtes « ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 46 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 99 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national », conclut le MDN.

Y.B.

L'AMBASSADEUR D'ALGÉRIE À ROME, ABDELKRIM TOUAHRIA, À L'AGENCE NOVA :

« L'Italie peut grandement contribuer à l'initiative algérienne au Niger »

Le diplomate algérien a en outre souligné que la crise que traverse le Niger « présente des différences notables par rapport à celle de la Libye », expliquant : « En Libye, on assiste déjà à la présence de grands protagonistes, notamment à l'est et à l'ouest du pays, à Tripoli et Benghazi. Au Niger, cependant, une telle division n'existe pas ».

Dans un entretien accordé à l'agence Nova, l'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, a déclaré que « l'Italie peut apporter une grande contribution à l'initiative algérienne visant à résoudre pacifiquement la crise au Niger, que cette contribution est d'une grande importance, notamment dans le cadre de la dernière conférence internationale sur le développement et la migration qui s'est tenue à Rome et que cette initiative italienne est étroitement liée à ce qui se passe en Afrique », a-t-il expliqué. Il a ajouté : « L'Italie entend apporter une contribution significative aux pays africains pour promouvoir leur développement et mettre fin à l'immigration clandestine ». Car, a-t-il poursuivi, « il est essentiel de créer des conditions propices au développement de ces pays, qui permettent la croissance économique et offrent aux jeunes de ces nations la possibilité de rester chez eux au lieu de risquer la dangereuse traversée de la Méditerranée ». Le diplomate algérien a en outre souligné que la crise que traverse le Niger « présente des différences notables par rapport à celle de la Li-



bye », expliquant : « En Libye, on assiste déjà à la présence de grands protagonistes, notamment à l'est et à l'ouest du pays, à Tripoli et Benghazi. Au Niger, cependant, une telle division n'existe pas ». « Il est important, dit-il, de noter que le Niger est l'un des premiers pays de la région à avoir renoué avec le processus démocratique ». Le Niger a déjà une expérience de la démocratie en action. Touahria a qualifié de « regrettable » ce qui s'est passé récemment à Niamey ». Et d'ajouter : « Il semble que la popula-

tion n'était pas satisfaite de la situation et a dû faire face à des conditions de vie très difficiles. Il est possible que les militaires, craignant une explosion de la rue, aient jugé nécessaire de destituer le président Mohamed Bazoum et de prendre le pouvoir en attendant la mise en place d'un autre mode de gouvernance, mais rien ne justifie la prise du pouvoir par la force ». L'Algérie a récemment lancé une initiative souple et ouverte à la contribution de l'ensemble de la communauté internationale, pour empê-

cher une intervention armée des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) contre le Conseil national de sauvegarde de la patrie. La proposition algérienne, conforme aux décisions de l'Union africaine contre les changements anti-constitutionnels, prévoit une période de transition de six mois, le temps nécessaire pour réunir les acteurs nigériens autour de la table de négociations et arriver à un référendum ou des élections.

Y.B.

RÉPRESSION DE MANIFESTANTS À LAÂYOUNE OCCUPÉE

Constat accablant de Staffan de Mistura

Le représentant du Front Polisario en Suisse et auprès de l'ONU et des organisations internationales à Genève, Oubi Bouchraya Bachir, a affirmé, mardi, que la répression des manifestants par le Maroc sous les yeux de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, en visite depuis lundi à Laâyoune occupée, se voulait un message on ne peut plus clair que le conflit au Sahara occidental était toujours de mise. Les forces d'occupation marocaines ont réprimé un sit-in pacifique organisé, lundi, par des associations sahraouies des droits de l'homme dans la ville occupée de Laâyoune pour réclamer le droit à l'indépendance et à l'autodétermination, et ce, pendant la visite de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, dans les territoires sahraouis occupés. Une intervention musclée a été effectuée pour disperser les manifestants et les empêcher de revendiquer leur droit d'expression et de manifestation. Interviewé par la chaîne "BBC Arabia", M. Bouchraya a souligné que "les manifestations du peuple sahraoui sont une preuve tangible de l'attachement de ce peuple à son droit à la liberté et à l'indépendance et sa disposition à se sacrifier pour cette cause". Il a, également, fait observer que le constat fait par l'Envoyé onusien dans la ville occupée de Laâyoune se veut "une preuve et un message aux Nations Unies et à la communauté internationale que le conflit

existe encore et que le peuple sahraoui est résolument déterminé à poursuivre sa lutte pour son droit à la liberté et à l'indépendance". Concernant cette visite, la première de Staffan de Mistura dans les territoires occupés depuis sa nomination en novembre 2021, le diplomate sahraoui a précisé que "l'occupation marocaine est, aujourd'hui, contrainte de céder à la pression internationale, après avoir préalablement refusé la visite prévue en juillet 2022 en raison de certains points à l'ordre du jour du diplomate italo-suédois, notamment ceux liés à la rencontre avec des militants des droits de l'homme et des organisations sahraouies qui réclament et défendent l'indépendance du Sahara occidental. "L'Envoyé personnel espère approfondir davantage les consultations avec toutes les parties concernées sur les perspectives de faire progresser de manière constructive le processus politique au Sahara occidental au cours de ces engagements régionaux", avait indiqué lundi un communiqué de l'ONU dès l'arrivée de M. de Mistura à Laâyoune occupée. "Il prévoit de rendre compte de ses visites et engagements auprès du Secrétaire général ainsi qu'au Conseil de sécurité en octobre prochain", ajoute la même source.

Y.B.

BOUGHALI INVITÉ POUR UNE VISITE À CUBA

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Ibrahim Boughali, a reçu hier à Alger l'Ambassadeur de la République de Cuba à Alger, M. Armando Vegara Bueno. Selon un communiqué du bureau de la chambre basse du Parlement, M. Boughali a en premier lieu salué les relations historiques entre les deux pays : « Les possibilités d'élargissement de la coopération entre les deux pays, en plus de l'importance de la coopération parlementaire et la coordination sur la scène internationale, ont également été évoquées lors de cette rencontre » souligne la même source. Le diplomate cubain qui a également salué les relations excellentes entre les deux pays, a remis une invitation du président du Parlement cubain à M. Boughali, pour effectuer une visite officielle dans ce pays.

R.N.

Lutte contre la drogue : une bataille à gagner

La grosse partie des psychotropes saisis étaient de type "Ecstasy" (plus de 24 000 capsules). Au cours des huit premiers mois de 2023, l'activité des brigades opérationnelles a également permis la saisie de plus de 20 kg de poudre utilisée pour la fabrication de psychotropes de type Prégabaline, une quantité de cocaïne et environ 1,5 kg de cannabis. Le phénomène de la drogue constitue, en Algérie comme dans d'autres pays, l'un des principaux sujets de préoccupation des citoyens et des pouvoirs publics et représente une menace sérieuse pour la sécurité et la santé de la société. La bataille contre la drogue est une lutte continue. Le pays doit la gagner.

Les services de la direction régionale des Douanes Alger-Extérieur ont saisi, entre le 1er janvier et le 31 août 2023, environ 25.000 comprimés psychotropes et une quantité considérable de drogues dures et de cannabis, indique, le sous-directeur de l'Informatique et de la Communication à la Direction, Abdallah Kaddache. Présentant le bilan de son département, M. Kaddache a précisé que la majorité des psychotropes saisis étaient de type "Ecstasy" (plus de 24.000 capsules). Au cours des huit premiers mois de 2023, l'activité des brigades opérationnelles a également permis la saisie de plus de 20 kg de poudre utilisée pour la fabrication de psychotropes de type Prégabaline, une quantité de cocaïne et environ 1,5 kg de cannabis, a-t-il ajouté. Concernant le matériel médical et pharmaceutique, quelque 1.859 boîtes de médicaments, plus de 4.500 unités de compléments alimentaires et plus de 45.000 unités de cosmétique ont été saisies. A noter que le territoire de compétence de la DRD Alger-Extérieur, comprend les wilayas de Bומר-



dès, Tizi Ouzou, Bouira et une partie de la capitale (les circonscriptions administratives de Rouiba et Dar El Beïda, à l'exception de la commune de Mohammadia). En vue de préserver la sécurité et l'ordre publics, les brigades ont procédé à la saisie de plus de 1.500 cachets et documents falsifiés. Dans le cadre de la protection de l'économie nationale et l'interdiction du transfert illégal de fonds, les services de la direction régionale ont procédé à la saisie d'environ 1 mil-

lion USD, près de 500.000 euros et plus de 3.000 livres sterling. Les saisies sont également constituées de plus de 12 kg de métal blanc et d'environ 66 grammes de métal jeune. Dans le même contexte, l'activité opérationnelle des services de la direction régionale a permis de saisir environ 25.000 téléphones portables, environ 28.000 accessoires de téléphone, ainsi qu'une quantité considérable de montres intelligentes et d'appareils électroniques. Aussi, il a été procédé

à la saisie de près de 5.000 pièces de rechange automobile et motorcycle, d'environ 25.000 pièces de vêtements et de 13.000 ballots de friperie. Quant au bilan de l'activité des brigades mobiles, 14 contraventions ont été enregistrées, avec saisie de 10 véhicules servant à la contrebande, tandis que le montant global des amendes imposées au titre de ces opérations s'élève à 328 millions de DA. Concernant l'activité des litiges et contentieux, la valeur globale des marchandises saisies s'élève à 1,14 mds DA, tandis que le montant global des amendes infligées dépasse les 16 mds DA, sachant que le nombre des contrevenants est de 9.800. Pour M. Keddache, ces résultats reflètent la mobilisation des agents des douanes au niveau de l'ensemble des équipes opérationnelles travaillant 24h/24h en permanence, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les différents services de sécurité, pour faire face à toutes formes de fraude et de contrebande et lutter contre les crimes transfrontaliers.

Y. B.

Avec agences

ELLE PROPOSE UNE PÉRIODE D'INCESSIBILITÉ DE 18 MOIS

L'APOCE est favorable à l'interdiction de la revente des véhicules neufs

L'Association de protection et d'orientation du consommateur (Apoce) soumet aux pouvoirs publics des propositions «susceptibles de lutter efficacement contre la spéculation sur les véhicules neufs». L'organisation réclame, à cet effet, l'interdiction de la revente de ces véhicules pour une période 18 mois. «Nous proposons que les autorités interdisent la cession d'un nouveau véhicule pour un délai de 18 mois, à compter de la date de sa mise en circulation», a suggéré le Dr Mustapha Zebdi, président de l'APOCE, lors d'une conférence tenue, hier, au siège de l'organisation. Pour rendre effective cette proposition, les services du ministère de l'Intérieur vont émettre une instruction «prohibant toute vente et délivrance d'une nouvelle carte grise durant ladite période».

Y. B.

AFP

Feux de forêt : onze incendies maîtrisés

Pas moins de 11 feux de forêt enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays ont été maîtrisés, selon un bilan de la Protection Civile. Ces incendies ont été enregistrés durant la journée de mardi au niveau des wilayas de Jijel (03 incendies), Skikda (01 incendie), Batna (01 incendie), Béjaïa (01 incendie), Blida (01 incendie), Bouira (01 incendie), Bouira (01 incendie), Tizi-Ouzou (02 incendies), Boumerdès (01 incendie). Un seul incendie est toujours en cours ce mercredi matin, au niveau de la

commune de Zorg dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, souligne la même source.

R. N.



Sahara : qu'y a-t-il sous le sable du désert ?



La tempête de sable qui arrive en Europe vient du désert du Sahara. Mais savez-vous ce qui se cache sous ce sable dans le désert ? Bien plus de choses que vous le pensez ! Vous vous êtes probablement déjà promené sur la plage ou sur une dune en vous demandant : « Que se passerait-il si je continuais à creuser ? ». Cette question a plusieurs réponses car ce que l'on trouve sous le sable de la plage diffère grandement de ce qui se cache sous le sable du désert. Le sable, qu'il soit

dans les dunes ou près de la mer, provient des roches. Au fil des milliers, voire des millions d'années, les processus d'érosion réduisent les roches en grains que nous appelons communément sable. Sur la plage, le mouvement constant de la mer participe à ce cycle d'érosion. Si vous creusez assez profondément, vous pourriez tomber sur du grès, une roche sédimentaire formée lorsque le sable est soumis à une énorme pression. Et si vous creusez encore plus profondé-

ment ? Vous atteindrez le lit rocheux, la couche de base de la croûte terrestre. Cependant, les déserts sont une histoire différente. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la plupart des déserts ne sont pas de vastes étendues de sable, mais plutôt de lit rocheux qui affleure avec le surface. Le peu de sable présent est le résultat de l'érosion de ce lit rocheux, soumis à d'extrêmes variations de température qui le font se dilater et se fissurer. Ces roches sont ensuite érodées pour devenir du sable sur une longue période, souvent par l'action de vents forts. En réalité, les dunes de sable, en particulier celles qui bougent, peuvent recouvrir des forêts entières et agir comme conservateurs pour ce qu'elles ensevelissent, comme les arbres « épine de chameau » trouvés en Namibie. L'une des découvertes les plus fascinantes dans ce contexte a eu lieu en 2010 :

un méga-lac préhistorique sous les sables du désert du Sahara a été révélé par les scientifiques. On pense qu'il s'est formé il y a environ 250 000 ans, à la suite du débordement du Nil dans la région, remettant en question l'idée que les déserts sont des paysages monotones et arides.

AFP

MARCHÉS ÉNERGÉTIQUES EUROPÉENS

La Turquie, une porte d'entrée du gaz algérien à l'Europe de l'Est !

Le marché turc est d'une grande importance pour développer davantage le partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie. Pour ce qui est de l'Italie, la coopération a atteint

une nouvelle qualité grâce notamment aux accords d'investissements dans les hydrocarbures et dans le renouvelable en Algérie, signés en 2023.

Selon l'agence russe Sputnik, « plusieurs pays européens, dont la Bulgarie, la BosnieHerzégovine, la Hongrie, la Macédoine du Nord, la Roumanie et la Serbie, ont déjà manifesté leur intérêt pour l'acquisition de gaz naturel via le nouveau centre de distribution, le nouveau hub énergétique turc en perspective », d'après le ministre turc de l'énergie, Fatih Donmez. Selon ce dernier, « l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Qatar et d'autres pays pourraient également vendre du gaz via le nouveau hub ». Dans ce sens, la Turquie se présente comme une porte d'entrée du gaz algérien à l'Europe de l'Est, même si pour l'instant l'Italie reste la voie traditionnelle pour l'exportation du gaz algérien vers l'Europe, notamment vers la Slovaquie et d'autres pays dans la région. Désormais, les deux pays affichent des ambitions pour la dis-

tribution du gaz algérien dans les régions où l'Algérie est déjà présente. Ils pourront le faire dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant. L'Algérie est liée à l'Italie et à la Turquie par des accords de coopération énergétique de longues dates. Le marché turc reste très dépendant des importations énergétiques, même s'il l'est moins que par le passé. Notre pays y est fortement présent. Donc, le marché turc est d'une grande importance pour développer davantage le partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie. Pour ce qui est de l'Italie, la coopération, a atteint une nouvelle qualité grâce notamment aux accords d'investissements dans les hydrocarbures et dans le renouvelable en Algérie, signés en 2023, à un rôle accru des acteurs économiques des deux pays et à la définition de straté-

gies de partenariat en dehors du pétrole et du gaz. A cela, il faut ajouter le fait que l'Italie a beaucoup augmenté ses importations de gaz en provenance d'Algérie, après la réduction drastique des importations du gaz russe. De ce fait, la demande sur le gaz algérien dans ces deux pays devrait augmenter davantage dans les années à venir. Aussi, l'Italie et la Turquie sont appelés à travailler davantage à renforcer la coopération énergétique avec l'Algérie, et cela a déjà commencé à se confirmer au fil des différentes visites officielles entre les hauts responsables des pays concernés. Si la bataille du gaz naturel a été déjà remportée par l'Italie qui envisage de non seulement de renforcer les capacités de transport du gazoduc Transmed mais aussi par l'étude d'un nouveau projet de gazoduc pour le transport à la fois du gaz et de



l'hydrogène depuis l'Algérie, celle du gaz liquéfié reste toujours ouverte à toute concurrence entre ces deux pays euro-

péens où chacun veut jouer un rôle important dans la nouvelle carte énergétique mondiale qui se dessine.

Y. S.

Réalisation de projets : résiliation de contrats de promoteurs défaillants

Le wali de Mostaganem, Aissa Boulehia, a ordonné la résiliation des contrats de quatre promoteurs défaillants dans la réalisation de projets de logements promotionnels aidés, a indiqué hier un communiqué des services de la wilaya. Le wali, qui a inspecté, lundi, des sites de différents projets d'habitat pour le suivi du programme de 1050 logements promotionnels aidés, a indiqué au terme de sa visite que des procédures judiciaires ont

été prises contre des entreprises qui accusent du retard dans l'achèvement de projets, notamment au niveau du site du Bas Mazaghran (550 logements). A cause du retard enregistré au niveau de ce chantier et le non-respect des engagements des entrepreneurs pour la deuxième fois malgré les facilités accordées par les autorités administratives, le wali a ordonné la résiliation des contrats de quatre entreprises. Au sujet du site «Jolie vue», le même responsable

a donné des instructions pour achever les travaux de réseaux divers (VRD) pour 150 logements et leur raccordement au réseau de gaz et d'électricité, pour les attribuer aux bénéficiaires dans les plus brefs délais. Lors de l'inspection du projet, des instructions ont été données pour élaborer un calendrier précis pour la livraison des lots restants, indique-t-on de même source. Après avoir pris connaissances de pré-occupations de promoteurs immobi-

liers concernant notamment le non-versement des apports financiers par les bénéficiaires, le wali de Mostaganem a instruit d'adresser des mises en demeure aux concernés, avertissant que dans le cas échéant, ils seront remplacés par d'autres suivant une liste précise de demandeurs de logement. Le même responsable a inspecté d'autres projets au niveau des chantiers de la zone d'expansion urbaine à El Hachm.

APS

AFRIQUE DE L'OUEST

La vente de médicaments contrefaits y dépasse le trafic du pétrole et de la cocaïne réunis

Selon l'OMS, un produit médical sur 10 vendus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est « de qualité inférieure ou bien falsifié » et près de 50% des contrefaçons signalées viennent d'Afrique. Un nouveau rapport indique que ce phénomène prend de l'ampleur dans la zone CEDEAO. La vente des médicaments de contrefaçon en Afrique de l'Ouest atteint environ un milliard de dollars américains, soit un montant supérieur à la valeur du trafic du pétrole brut et de la cocaïne réunis. Selon le document intitulé « Le trafic illicite de produits médicaux en Afrique de l'Ouest », les produits médicaux illicites représentent actuellement entre 20 et 60 % du marché officiel pour l'ensemble de la région. Dans des pays comme la Guinée et le Burkina Faso, ce pourcentage

grimpe jusqu'à 80%. Pour les auteurs du rapport, Flore Berger et Mouhamadou Kane, plusieurs facteurs peuvent expliquer l'expansion de ce marché, y compris la corruption et l'insécurité. « La violence et l'instabilité au Burkina Faso ont contribué à une forte expansion du marché, et ses frontières poreuses sont devenues, aux côtés du port maritime de Conakry, en Guinée, les principaux itinéraires de contrebande », ont-ils déclaré. Ils ont aussi souligné l'implication des organisations criminelles dans le trafic. On peut lire dans le document que la faiblesse des cadres réglementaires de ces pays a rendu le secteur très vulnérable à la corruption, « les autorités de l'État et les travailleurs médicaux aidant même, dans certains cas, les produits de contrefaçon à

atteindre directement les distributeurs et les détaillants ». En ce qui concerne le stade de production, les auteurs des circuits d'approvisionnement illicites ont par exemple décrit des situations où « les importateurs illicites au Burkina Faso et en Guinée effectuaient des commandes directes auprès de laboratoires légaux (et illégaux) en Inde, à qui ils demandaient de produire X quantités d'un produit médical Y, souvent avec un dosage moindre du principe actif pour réduire les coûts ». Pour ce qui est des autres points de la chaîne, les scénarios décrits révèlent parfois l'implication d'agents travaillant chez les distributeurs officiels, des pharmaciens, des vendeurs de dépôts privés, ou encore des fonctionnaires d'Etat et des personnes corrompues du secteur de la santé.

Les produits médicaux illicites les plus courants dans la région sont les antipaludiques, ce que le rapport explique par la dynamique de l'offre et de la demande. En effet, pour une maladie comme le paludisme, le taux en Afrique de l'Ouest est le plus élevé du continent, ce qui fait que 48% du marché des antipaludiques proviendrait de sources illicites. Les autres produits courants comprennent, apprend-on, les antibiotiques et les antirétroviraux (VIH/sida). L'Inde et la Chine seraient les principaux pays d'origine des produits médicaux licites et illicites que l'on trouve en Afrique de l'Ouest. Selon le nouveau rapport, le marché du trafic illicite de produits médicaux s'adapte avec souplesse à la demande, avec des bénéfices maximisés pour certains produits selon le niveau de la

demande (la saison des pluies pour les antipaludiques, la saison sèche pour le rhume, la toux ou la fièvre). Cette souplesse a par exemple permis aux réseaux criminels de répondre au pic de la pandémie de Covid-19 à une forte augmentation de la demande de chloroquine, qui était alors considérée comme un traitement efficace. La question du trafic des produits médicaux n'est pas nouvelle. Si elle a déjà fait couler par le passé beaucoup d'encre, le nouveau rapport de la CEDEAO, et les données qu'il contient, interpelle sur l'urgence de la situation. Des efforts sont cependant consentis et des initiatives nationales, régionales ou encore continentales sont mises en place pour lutter contre le phénomène.

R.E.

MSILA

De nouvelles dessertes domestiques vers le Sud du pays

Cette initiative est due au fait de l'existence d'un flux non négligeable de passagers vers le sud du pays, notamment vers HassiMesaoud et Ouargla. Ces deux villes seront desservies par de nouvelles lignes aériennes.



De nouvelles dessertes domestiques vers le Sud du pays seront assurées par l'aéroport «AboubakrBelkaid» de Chlef avant la fin de l'année en cours (2023), a annoncé, mardi, le ministre des Transports, Youcef Chorfa. «L'aéroport AboubakrBelkaid, assurant actuellement deux vols internationaux par semaine, sera renforcé par des vols domestiques avant la fin de l'année en cours», a déclaré le ministre en marge d'une visite de travail et d'inspection des installations de son secteur à Chlef. Il a ajouté que cette opération sera réalisée en coordination avec Tassili

Airlines ou Air Algérie. «La première ligne prévue à l'ouverture concernera Ouargla ou Hassi Messaoud, car de nombreux habitants de Chlef travaillent dans des wilayas du Sud du pays», a précisé M.Chorfa. S'agissant du projet d'extension de l'aéroport de Chlef, le ministre a fait part de l'achèvement de l'étude relative à la 1ère et 2ème extension et à la réhabilitation de l'ancienne aérogare, soulignant «la possibilité d'intégration du projet de la 1ère extension dans le programme 2024, puis les autres étapes ultérieurement». M. Chorfa a également évoqué l'importance

du port de Ténès dans les opérations d'exportation, soulignant «la nécessité de protection et de promotion de cette structure», notamment au vue de la «possibilité de transfert de certaines opérations de déchargement des navires du port d'Alger vers celui de Ténès», a-t-il noté. Un exposé sur l'état des lieux du secteur des transports à Chlef a été présenté, à l'occasion, au ministre, avant une inspection du siège de l'entreprise de transport urbain de Sendjas, qui «sera bientôt renforcée par cinq bus, financés sur le budget de la wilaya, en plus d'autres assurés par le ministère de

tutelle, en vue du renforcement du transport vers d'autres régions, au même titre que le transport scolaire», selon les explications du ministre. A la gare ferroviaire de l'Oued Sly, M. Chorfa a inspecté les travaux de dédoublement de la ligne ferroviaire Oued Sly-Yelex (Relizane), où il a insisté sur la «nécessité de réception du projet dans les plus brefs délais». «Le taux d'avancement de ce projet est de plus de 90%», selon les explications fournies sur place. Au port de Ténès, le ministre des Transports a procédé au lancement des travaux de pose de quais flottants, repartis sur trois lignes de 60 mètres de long, et d'une capacité d'accueil de 150 embarcations par ligne. Ce projet englobant 15 quais flottants a coûté une enveloppe de 130 millions DA. A noter, aussi, la programmation de la pose de 15 quais flottants au port d'El Marsa, et de deux quais au port de Beni Haoua, selon les explications fournies au ministre. Sur un autre plan, M. Chorfa a fait savoir que le «secteur du contrôle technique des automobiles est ouvert à toute personne désirant y investir, mais qu'il est tributaire de la demande exprimée par chaque wilaya en la matière».

R. R.

JIJEL: PORT DE PECHE DE ZIAMAMANSOURIAH MISE EN SERVICE D'UNE UNITÉ DE FABRICATION DE GLACE

Le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Ahmed Badani, a inauguré, mardi au port de pêche de Ziamamansouriah, au second jour d'une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Jijel, une unité de fabrication de glace. Selon les explications fournies au ministre, cette unité, créée dans le cadre d'un investissement privé, dispose d'une capacité de production de l'ordre de 10 tonnes de glace par jour. L'unité est destinée à assurer la conservation des produits de la pêche et à maintenir une chaîne du froid efficace depuis le pêcheur jusqu'au consommateur, a-t-on expliqué. Parmi les préoccupations portées à la connaissance du ministre, par les professionnels de la pêche, les rameneurs de filets et les préparateurs d'embarcations, figure en bonne place «l'ouverture d'une spécialité de réparation navale dans les centre de formation professionnelle de la wilaya de Jijel, afin d'éviter le transfert des bateaux de pêche en panne jusqu'au port de Cherchell pour réparation». Les professionnels de la pêche ont soulevé plusieurs autres préoccupations liées, notamment, à la couverture sociale, à la prime de retraite et à l'agrandissement du port de pêche de Ziamamansouriah «en impliquant les acteurs du secteur dans les différentes études d'aménagements portuaires». Les intervenants souhaitent également l'installation d'unités de maintenance des équipements de navigation et la généralisation de la formation aux différentes activités de pêche et d'aquaculture. Il est à noter que le ministre de la Pêche et des productions halieutiques avait visité, la veille (lundi), lors de la première journée de sa tournée, une exposition organisée par des opérateurs dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture. Badani a été informé des projets de fermes aquacoles (intégrées à l'agriculture) et des importantes perspectives qu'elles offrent en matière de contribution à la sécurité alimentaire. Une activité encouragée par le ministre du fait de ses avantages liés, en particulier, à la création de richesses. M. Badani devait poursuivre sa visite dans la wilaya de Jijel en inspectant plusieurs projets et installations relevant de son département ministériel.

APS

MSILA

Formation en matière de prévention des piqûres de scorpion

Le Dr Mohamed-Lamine Saidani, spécialiste de l'envenimement scorpionique à l'Institut Pasteur, a appelé, lundi à M'sila, à bénéficier de l'expertise de spécialistes de la prévention et du traitement des piqûres de scorpions. Intervenant lors d'une journée de formation ciblant les personnels du secteur de la santé pour les sensibiliser aux dangers de l'envenimement scorpionique, le Dr Saidani a souligné que les campagnes de sensibilisation doivent permettre de corriger certaines «idées reçues» quant au traitement des cas de piqûres de scorpion afin, a-t-il dit, d'éviter des décès. Au cours de cette journée de formation, initiée par la direction de la santé et de la population de la wilaya de M'sila, le même intervenant a appelé à la nécessité d'organiser des campagnes de sensibilisation au profit des citoyens, et les inviter à ne pas recourir aux méthodes traditionnelles pour traiter les cas d'envenimement, tout en accélérant le transfert des personnes piquées vers la structure de santé la plus proche pour des soins appropriés. Le Dr. Saidani a également insisté sur l'implica-

tion des mosquées, des établissements d'enseignement et des associations dans les campagnes de sensibilisation contre les dangers des piqûres de scorpions, en utilisant un langage simple, à la portée des populations ciblées par la sensibilisation. Le même spécialiste a aussi rappelé que la région de M'sila est connue pour le foisonnement de différents types de scorpions, notamment les plus dangereux d'entre eux, ce qui nécessite, selon lui, de multiplier les mesures préventives avec la participation de tous les acteurs. Pour sa part, le Dr Asma Nadjem, spécialiste en épidémiologie, lors d'un exposé sur le phénomène de l'envenimement scorpionique dans la wilaya de M'sila, a attribué la forte incidence des piqûres de scorpions à la nature géographique et au climat de la région. Une particularité qui favorise, selon elle, la prolifération des scorpions. Elle a également appelé, dans ce contexte, à des campagnes de nettoyage de l'environnement et à la collecte des scorpions. La même spécialiste a aussi révélé que la wilaya de M'sila a enregistré 1.127 cas

d'envenimement scorpionique au cours du premier semestre de l'année 2023. De son côté, le wali de M'sila a fait part des efforts consentis par les autorités locales pour réaliser un centre de fabrication de sérum anti-

scorpionique afin de le rendre largement disponible et contribuer, ainsi, à faire face aux risques des piqûres de scorpions, en prenant rapidement en charge les cas avérés. Appelant, dans le même contexte, à la créa-

tion d'une association spécialisée dans la collecte de scorpions, il a exprimé la disponibilité des autorités locales pour fournir les moyens nécessaires en vue de soutenir cet effort.

APS

Aéroport de Chlef: de nouvelles dessertes domestiques vers le Sud du pays

De nouvelles dessertes domestiques vers le Sud du pays seront assurées par l'aéroport «Aboubakr Belkaid» de Chlef avant la fin de l'année en cours (2023), a annoncé, mardi, le ministre des Transports, Youcef Chorfa. «L'aéroport Aboubakr Belkaid, assurant actuellement deux vols internationaux par semaine, sera renforcé par des vols domestiques avant la fin de l'année en cours», a déclaré le ministre en marge d'une visite de travail et d'inspection des installations de son secteur à Chlef. Il a ajouté que cette opération sera réalisée en coordination avec Tassili Airlines ou Air Algérie. «La première ligne prévue à l'ouverture concernera Ouargla ou Hassi Messaoud, car de nombreux habitants de Chlef travaillent dans des wilayas du Sud du pays», a précisé M.Chorfa. S'agissant du projet d'extension de l'aéroport de Chlef, le ministre a fait part de l'achèvement de l'étude relative à la 1ère et 2ème extension et à la réhabilitation de l'ancienne aérogare, soulignant

«la possibilité d'intégration du projet de la 1ère extension dans le programme 2024, puis les autres étapes ultérieurement». M. Chorfa a également évoqué l'importance du port de Ténès dans les opérations d'exportation, soulignant «la nécessité de protection et de promotion de cette structure», notamment au vue de la «possibilité de transfert de certaines opérations de déchargement des navires du port d'Alger vers celui de Ténès», a-t-il noté. Un exposé sur l'état des lieux du secteur des transports à Chlef a été présenté, à l'occasion, au ministre, avant une inspection du siège de l'entreprise de transport urbain de Sendjas, qui «sera bientôt renforcée par cinq bus, financés sur le budget de la wilaya, en plus d'autres assurés par le ministère de tutelle, en vue du renforcement du transport vers d'autres régions, au même titre que le transport scolaire», selon les explications du ministre.

APS

Alerte sur les animaux

Le changement climatique, avec la dégradation des sols, a notamment pour conséquence d'entraîner et d'accélérer la sixième grande extinction de masse sur Terre. Or, selon une étude publiée dans *Science Advances* par deux chercheurs du CCR (Centre commun de recherche), les estimations concernant la baisse attendue de la biodiversité étaient largement sous-estimées, c'est ce qu'a rapporté le site Futura Sciences, dans un article publié en début d'année. Selon ce média, cette nouvelle étude revoit largement à la hausse les effets du réchauffement et de la dégradation des terres combinés sur la faune terrestre. En simulant les effets du changement climatique dans une Terre virtuelle, ils ont également pu déterminer les espèces les plus menacées et les régions du monde les plus

DISPARITION DES GRANDS PRÉDATEURS À UN RYTHME ALARMANT

L'équipe de chercheurs italiens et australiens a donc utilisé de superordinateurs, comme ceux utilisés pour modéliser l'atmosphère et les océans et donc ensuite prévoir l'évolution du climat. Mais cette fois-ci, ils ont carrément créé une Terre virtuelle, avec l'ensemble de la chaîne alimentaire connue. Pour étudier l'évolution de celle-ci, ils ont ajouté dans leur simulation les prévisions climatiques ainsi que celles sur la dégradation des terres (déforestation, agriculture intensive, construction...). Pas moins de 15 000 réseaux de chaînes alimentaires ont été inclus dans cette Planète virtuelle, avec trois scénarios sur l'évolution du changement climatique en fonction des différentes projections d'émissions de gaz à effet de serre. Précisions que le scénario moyen vers lequel

lowstone aux États-Unis pendant de nombreuses années. Leur réintroduction avait ensuite été suivie d'une explosion de diversité au sein de la végétation.

La plus grande perte de biodiversité animale se produira dans les zones actuellement considérées comme les « hotspots », les milieux les plus riches au niveau naturel : sur les 36 zones du monde les plus en danger, on trouve par exemple, la région floristique du Cap en Afrique du Sud, le sud-ouest de l'Australie, et d'une manière générale les forêts tropicales.

PLUSIEURS ESPÈCES MENACÉES D'EXTINCTION

Des tigres aux éléphants, en passant par les gorilles, de nombreuses espèces animales sont menacées de disparition. En effet, l'extinction des espèces sauvages est une crise mondiale. Le braconnage est souvent dénoncé mais la perte d'habitat et la pollution environnementale sont également des facteurs importants à prendre en compte dans la disparition de certaines espèces animales. Il y a actuellement près d'une vingtaine d'animaux sur la liste des espèces en danger critique d'extinction du Fonds mondial pour la nature (WWF), dont trois espèces de rhinocéros, six primates et deux grands félins. Cinq de ces espèces figurant sur la liste comptent d'ailleurs environ 100 animaux ou moins sur la planète, comme le saola, dont il ne reste qu'une vingtaine d'individus aujourd'hui. Si tous les animaux figurant sur la liste des espèces gravement menacées du WWF sont en danger, certaines d'entre elles sont en passe de disparaître complètement.

Le tigre de Sunda, originaire d'Indonésie, voit sa population diminuer de 19 % par décennie. L'une des trois sous-espèces reconnues d'éléphant d'Asie, l'éléphant de Sumatra, est également originaire d'Indonésie et sa population diminue également de 19 % par décennie.

Les orangs-outans, primates très intelligents, sont originaires de Bornéo et leur nombre diminue de 20 % par décennie.

Le majestueux gorille des plaines orientales, parfois appelé gorille de Grauer, est endémique des forêts montagneuses de l'est de la République démocratique du Congo. Leur nombre diminue à un rythme de 24 % par décennie.

Le Marsouin aptère du Yangtsé, marsouin de rivière chinois est rare et menacé, il voit son nombre d'individus plonger d'un tiers (33 %) par décennie.

Le Rhinocéros de Sumatra est le plus petit des rhinocéros vivants et le seul rhinocéros asiatique à posséder deux cornes. Malheureusement, leur nombre diminue de 35 % par décennie.

L'éléphant de forêt africain est originaire des forêts humides d'Afrique de l'Ouest et du bassin du Congo. L'espèce perd presque la moitié (47 %) de ses membres par décennie.

Le Gorille du fleuve Cross, ce grand singe de plus en plus rare vit dans les collines et les montagnes boisées de la région frontalière entre le Cameroun et le Nigeria, à la source du fleuve Cross (Nigeria). L'espèce perd 51 % de sa population par décennie.

Le vaquita est un petit marsouin que l'on ne trouve que dans le nord du golfe de Californie (mer de Cortez) au Mexique. L'animal qui a toujours l'air de sourire aurait toutes les raisons de voir disparaître cette expression de son faciès, car son espèce perd 76 % de ses individus par décennie, signifiant qu'elle risque de disparaître complètement d'ici 2050.

Le saola, également appelé "licorne asiatique", est une magnifique créature bovine et l'un des grands mammifères les plus rares au monde. Il vit dans les forêts de la chaîne des Annamites au Vietnam et au Laos.

La population de saola diminue de 80 % par

décennie, ce paraître com Cet animal l'ont jamais qu'il n'y en a soit sur la pl Un groupe c une recher pour trouver et établir un sauver. Ces tuer l'une de sauvages le intégrant de de détection technologie l'ADN.

D'autres espèces, comme le Zèbre des grands trous, ont abondé, ont régressé, 500.000 individus menacé par la sécheresse et les pesticides, les mauvais sorters, l'UICN.

Comme les d'antilopes dorsale (Cephalophe tor) en restauration mine protégées, la leurs territoire menacées ».

Le renard polaire, blanc, qui se trouve où il a élu domicile, est la victime de son réchauffement climatique. Une étude publiée en août dans les *Annals of the New York Academy of Sciences* montre que le pôle Nord s'échauffe plus vite que n'importe où ailleurs. Par ailleurs, la fonte de l'Antarctique, dans un rapport publié en août dernier par l'Environnement International, a entraîné une mortalité plus élevée que dans plusieurs autres régions de la fonte de la glace pendant les 12 derniers mois. Les températures froides lorsqu'il y a du gel. Depuis plus de 100 ans, observent les scientifiques, la glace pèle, classée dans la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de son habitat : elle a fait, le manchot à fourrure avec le pingouin, la première espèce menacée du réchauffement climatique. Dans la nouvelle étude, les auteurs ont analysé les données pour son espèce, la moule de 4 000 kilomètres de long, fait son entrée dans la liste rouge. Menacé par le changement climatique, le manchot à fourrure a migré au cours de la dernière décennie.

SAUVER LE POLLINISSEUR L'EXTINCT

D'après le
Fonds mond
de la faune s
% entre 197
pant encore
luer mais b
faune micr

■ Plus de 77 300 espèces ont été évaluées, et plus de 22 700 d'entre elles sont menacées d'extinction. On estime que 41% des amphibiens, 25% des mammifères, et 13% des oiseaux sont menacés. La population d'insectes pollinisateurs, tels que les abeilles, a diminué de 20 % dans le monde entier au cours des deux dernières décennies.

touchées. Après la dégradation des terres, le changement climatique est l'une des causes principales de la disparition des espèces : les vagues de chaleur, les sécheresses, ou bien encore, les feux de forêts ont évidemment un impact sur la vie animale. La nouvelle étude publiée dans *Science Advances* explique que les conséquences du réchauffement planétaire ont été jusqu'à maintenant largement sous-estimées, car elles ne prenaient pas assez en compte les co-extinctions : c'est-à-dire l'extinction des espèces causées par la disparition d'autres espèces dont elles dépendent.

Parmi les animaux directement menacés dans leur habitat naturel (on ne parle évidemment pas de ceux maintenus dans les zoos), des mammifères emblématiques comme les éléphants et les koalas. Il suffit bien souvent qu'une seule espèce clé disparaisse pour que cela cause une onde de choc dans tout son écosystème. Toutes les espèces sont en effet connectées dans le réseau complexe de la chaîne alimentaire. Pour les scientifiques, il est très compliqué de réussir à déterminer tous les liens entre les différentes espèces, et donc d'évaluer l'impact global, avec toutes ses répercussions, de la disparition d'une espèce.

nous nous dirigeons est de +2,4 °C d'ici 2050 comparé aux niveaux préindustriels, et +4,4 °C d'ici 2100. Si ce scénario moyen se concrétise (sachant qu'il y a aussi des scénarios plus pessimistes), la diversité animale terrestre va diminuer de 10 %, et de 27 % d'ici 2100. Ces chiffres sont tout simplement le double de ceux qui étaient annoncés jusqu'à maintenant. Les conséquences sur la disparition des animaux terrestres selon trois scénarios d'évolution du réchauffement climatique. Plus les couleurs sont foncées, plus la disparition des espèces est grande.

Les carnivores et les omnivores, qui sont en haut de la chaîne alimentaire (comme les fauves), sont ceux qui souffriront le plus des co-extinctions : pour ces espèces, leur disparition sera 184 % plus importante que ce que les scientifiques croyaient avant cette nouvelle étude. Si des animaux comme les lions et les loups disparaissent de leurs milieux naturels, les conséquences seront catastrophiques sur la végétation notamment. Sans prédateurs, certaines de leurs proies proliféreront, anéantissant de nombreuses espèces végétales. Un impact qui avait été clairement constaté avec l'absence des loups dans le parc national Yel-

TÉ EN DANGER

en voie de disparition

qui signifie qu'elle risque de disparaître complètement d'ici 2050.

est si rare que les biologistes ne l'ont vu à l'état sauvage et si peu connu qu'il n'y a pas un seul en captivité, où que ce soit au monde.

Le programme scientifique prévoit de lancer une étude sans précédent de deux ans pour recenser quelques-uns des derniers Saola. Un programme d'élevage pour les derniers est en train de constituer des équipes de traqueurs d'animaux plus spécialisées jamais vues, des traqueurs indigènes, des chiens spécialement entraînés et une équipe de pointe en matière de traçage de

Les espèces sont également menacées, notamment le Zèbre des plaines. Longtemps, les zèbres (Equus quagga) ont prospéré en Afrique mais les populations ont chuté de 24 % en 14 ans, de 660.000 à 500.000 individus. « Le Zèbre des plaines est menacé par la chasse, pour la viande de brousse, en particulier quand les animaux sont dans des aires protégées » explique

Le zèbre des plaines, trois espèces d'éléphants africaines, le Céphalophe à bande (Cephalophus dorsalis), le Céphalophe blanc (Cephalophus leucogaster) et le Céphalophe à dos jaune (Cephalophus silvicultus) ont obtenu le statut « Préoccupé » jusqu'à présent. Mais, en dehors des régions où la chasse illégale et la réduction des habitats en font des espèces « Quasi

menacées », reconnaissable à son pelage blanc et fond dans la neige de l'Arctique, le manchot souffre aussi de la destruction de son habitat naturel. En cause, le réchauffement climatique. Selon une étude publiée début 2022 dans la revue Communications & Environment, cette région du pôle est réchauffée près de quatre fois plus vite que le reste du monde, lors des quarante dernières années.

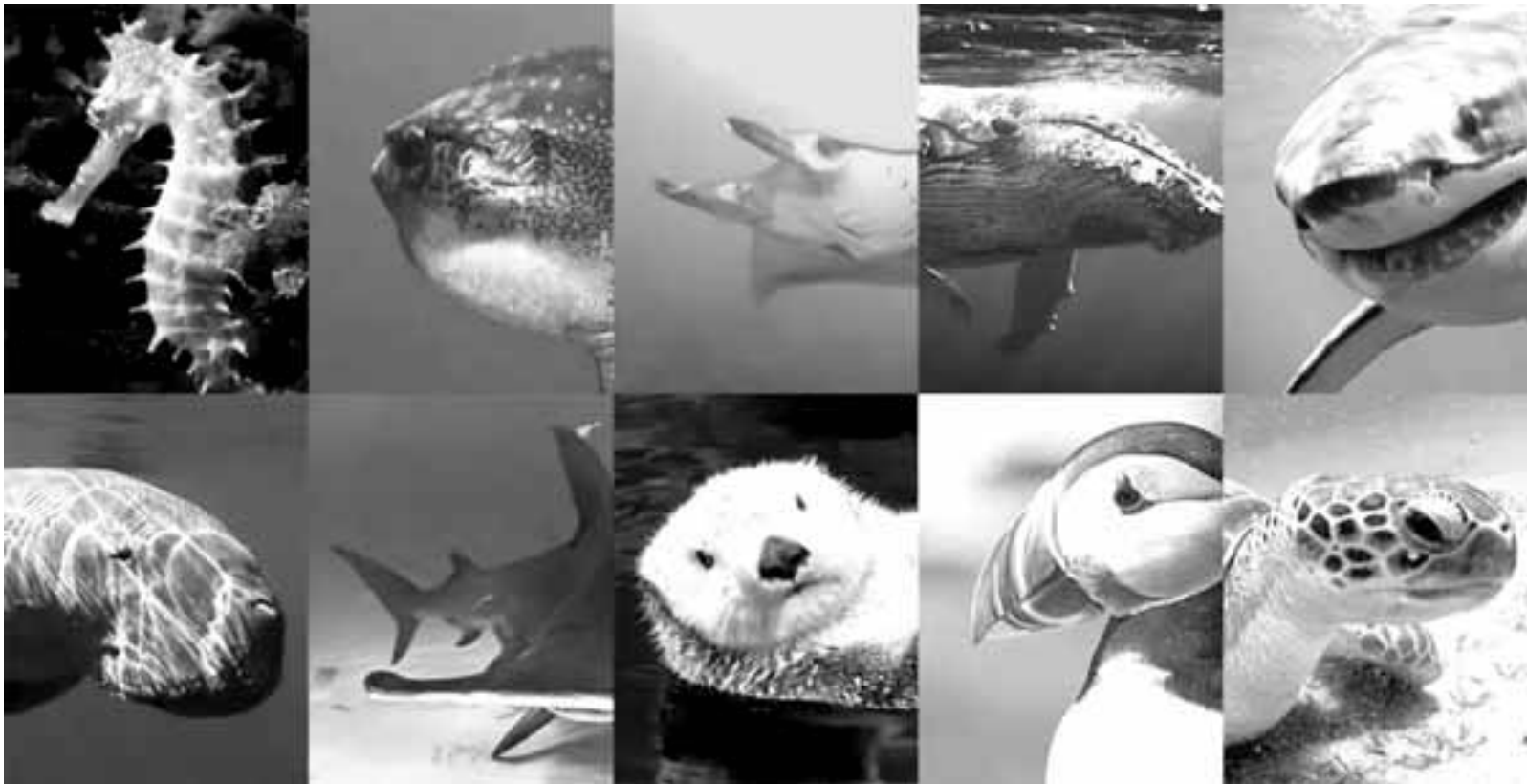
Les manchots empereurs sont l'espèce d'Arctique la plus menacée d'extinction. Une étude scientifique, parue le 24 janvier dans Communications Earth & Environment, les chercheurs ont constaté une diminution presque totale des poussins dans les colonies de l'Antarctique, à la suite d'un record de la banquise ces derniers mois. Les manchots se sont noyés ou sont morts de la chaleur, la glace a cédé sous leurs pattes.

Après une décennie, les chercheurs ont attiré l'attention sur la régression de l'espèce comme « quasi menacée » sur la liste rouge de l'UICN, en raison de la fonte de la glace de mer en Antarctique. De nombreux manchots empereurs – à ne pas confondre avec le manchot de l'Adelie – pourraient bien être la première espèce polaire à disparaître en raison du réchauffement climatique.

La liste rouge de l'UICN des animaux menacés, le papillon monarque, connu pour son spectaculaire voyage annuel de plus de 4000 kilomètres à travers les Amériques, a été classée dans la catégorie « en danger ». La destruction de son habitat et le réchauffement climatique, le papillon monarque a diminué d'entre 22 % et 72 % au cours de la dernière décennie, selon l'UICN.

LES INSECTES
POLLINISATEURS DE
LA PLANÈTE

Le rapport « Planète vivante » du Programme mondial pour la nature (WWF), la taille de la biodiversité terrestre a diminué de 69 % entre 1970 et 2020. Mais le plus préoccupant est la diminution, difficile à évaluer, des insectes, et de la biodiversité des sols (bactéries,



champignons, etc.), qui est à la base de leur fertilité... Une étude publiée dans la revue Biological Conservation en 2019 a révélé que près de 40 % des espèces d'insectes sont en déclin dans le monde entier. Le rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publié en 2020 a indiqué que la population d'insectes pollinisateurs, tels que les abeilles, a diminué de 20 % dans le monde entier au cours des deux dernières décennies. D'une manière générale, on dispose de davantage de chiffres sur les abeilles que sur les autres insectes, car elles font l'objet d'élevage, et du coup les apiculteurs sont évidemment très actifs sur ce dossier !

En Allemagne, une étude réalisée entre 2008 et 2017 a révélé une baisse de 76 % de la biomasse des insectes volants dans les zones protégées.

Au Royaume-Uni, une étude menée entre 1980 et 2013 a montré une diminution de 30 % de la population d'insectes.

En France, une étude réalisée en 2020 par le Muséum national d'histoire naturelle et l'Office français de la biodiversité a montré une baisse de 34 % de la biomasse des insectes volants en l'espace de dix ans.

Une autre étude publiée en 2021 dans la revue Global Change Biology a montré que les populations de papillons ont diminué de 1,6 % par an en moyenne en Europe entre 1990 et 2018. La tendance au déclin est bien là, même si nous ne pouvons pas la mesurer avec précision. Les experts ont dénombré 200 000 espèces de papillons sont toutes menacées dorénavant. Indépendamment des insecticides, l'agriculture « moderne » rend souvent la vie impossible à la faune d'origine : le labour éradique les animaux terrestres, tandis que la déforestation, la disparition des haies et l'assèchement des zones humides rendent impossible la survie et la reproduction des insectes volants.

« Le réchauffement climatique va encore accélérer le processus. On constate que les insectes disparaissent, non seulement dans les zones d'agriculture intensive, mais aussi dans les forêts, où on ne peut pas incriminer les agriculteurs. Ils y meurent aussi, ou n'arrivent plus à se reproduire, parce qu'il y fait trop chaud ou trop sec pour eux, habitués qu'ils sont à l'ombre et l'humidité protectrices », mettent en garde les experts.

« Il faudrait commencer par arrêter de déforester, et surtout replanter des arbres partout, 1 000 milliards d'arbres dans le monde », selon les experts.

Avec une baisse moyenne estimée à -2 % par an, on risque carrément une disparition pure et simple des insectes au cours de ce XXI^e siècle, aux conséquences carrément désastreuses.

À QUOI SERVENT LES INSECTES ?

Les bénéfices que nous tirons des insectes sont nettement supérieurs aux dégâts qu'ils nous infligent, et que c'est très difficile de se séparer des « nuisibles » sans affecter les « utiles ». Impossible de vivre sans abeilles, et les autres pollinisateurs, très menacés par différentes causes. Pour commencer par le plus visible, les insectes pollinisateurs passent leur vie à polliniser les fleurs. Les abeilles bien sûr, très populaires car on apprécie leur miel, mais aussi bourdons, guêpes, papillons, mouches, etc. (il y aurait plus de 200 000 espèces d'animaux pollinisateurs !). La plupart des plantes que nous mangeons (près de 85 %) ont besoin de cette pollinisation pour vivre : presque tous les fruits (pommes, abricots, cerises, fraises, framboises, etc.), des légumes (courgettes, tomates, salades, etc.), mais aussi les radis, les choux, les navets, les carottes, les oignons, les poireaux, le thym, l'huile de tournesol ou de colza, et même le café et le chocolat ! La « valeur économique » de cette pollinisation gratuite a été estimée à environ 235 milliards de dollars par an !

La pollinisation : un service écologique gratuit. En Chine, on en est bien arrivé à tenter de polliniser à la main, avec des cotons tiges imbibés de pollen, mais, indépendamment du coût d'une telle opération, il est difficile de remplacer efficacement toutes ces ouvrières si nombreuses et dures à la tâche. Il faut savoir qu'une abeille visite 250 fleurs en une heure, y compris dans les endroits les plus inaccessibles, et une ruche peut traiter à elle seule 3 à 5 millions de fleurs en une journée.

D'autres expériences sans grand avenir ne consistent à polliniser via des drones ou via des mini robots pollinisateurs.

D'après des études publiées dans la revue Sciences en 2016, l'abondance des pollinisateurs constitue le critère le plus pertinent pour expliquer celle des récoltes, loin devant d'autres variables comme la date et la densité de semis, la lutte contre les ravageurs, ou la disponibilité en l'eau. Elle peut faire varier les récoltes de 53 %, surtout si on dispose non pas d'une seule espèce de pollinisateur, mais de plusieurs.

Des scientifiques de l'université d'Harvard ont pu évaluer à au moins 500 000 morts annuels

prématurés par les conséquences sur l'alimentation et la santé attribuables au déclin des insectes pollinisateurs et aux conséquences en termes de raréfaction et de renchérissement des fruits, légumes et de consommation insuffisante des aliments les plus sains. "Or la disparition de l'ensemble des insectes pollinisateurs ferait baisser de 30 % en moyenne, les récoltes alimentaires mondiales", prévient-on.

Un deuxième rôle fondamental et vital des insectes est celui de décomposeur. En effet, lorsqu'un animal meurt ou simplement défèque, tout est décomposé et recyclé par une variété d'organismes, dont de nombreuses espèces d'insectes. Ainsi, sans l'aide des décomposeurs, les corps morts et les défécations de tous ne feraient que s'empiler, ce qui serait très insalubre et nauséabond. Ceci est aussi vrai pour les plantes qui meurent. Par exemple, les larves de certaines espèces de coléoptères ne peuvent survivre que dans l'écorce d'un arbre en décomposition. Avec l'aide de champignons, ils transforment le bois mort en engrais pour de nouvelles plantes. On a d'ailleurs tort d'évacuer systématiquement la totalité des arbres lorsqu'on déforeste, en empêchant le cycle de vie normal et naturel d'aller jusqu'à la décomposition. Heureusement, dans la plupart des parcs et jardins, on laisse dorénavant les arbres morts se décomposer sur place pour favoriser la biodiversité, et le compost des déchets organiques domestiques se développe rapidement.

D'après les experts, les insectes ont un troisième rôle qui consiste à contrôler les pestes. Comme chacun sait maintenant, il ne faut pas trop tuer les araignées car elles mangent une quantité de moustiques, et chaque coccinelle peut manger une centaine de pucerons par jour. La libellule, le scarabée, la mante religieuse, la fourmi, la punaise, la mouche, etc. jouent le même rôle.

La Mante religieuse, surnommée « le tigre de l'herbe » en raison de ses mœurs voraces se nourrit d'insectes vivants (criquets, sauterelles, papillons, mouches, etc.) qu'elle attrape avec ses pattes avant et immobilise avant de les dévorer.

Pour autant, la disparition des insectes va compromettre l'existence de très nombreuses autres espèces qui s'en nourrissent. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, les experts insistent sur la mise en place de dispositifs de protection de la faune et de la flore pour la préservation de la biodiversité.

Par Amel B. et Agences

C'EST LE PREMIER
VOL COMMERCIAL DEPUIS
LE DÉBUT DU CONFLIT

EGYPTAIR REPREND SES VOLS VERS LE SOUDAN

Le vol MS865 de la compagnie EgyptAir, a décollé du Caire tôt mardi et est arrivé à Port-Soudan, avec 120 passagers à bord. C'est le premier vol commercial de la compagnie égyptienne vers le Soudan, depuis le début du conflit qui oppose l'armée aux forces paramilitaires. La compagnie égyptienne devrait assurer un vol hebdomadaire aller-retour à destination de Port-Soudan. Une ville contrôlée par l'armée, et qui a été largement épargnée par les combats. La ville est depuis devenue la porte principale d'entrée au Soudan pour les vols humanitaires et l'acheminement de l'aide. Un vol retour, transportant 115 passagers, a atterri au Caire, la capitale égyptienne, mardi après-midi. Le Soudan a rouvert l'espace aérien dans l'est du pays à la mi-août. La reprise des vols intervient une semaine après la rencontre entre le général Al-Burhane et le président Abdel Fattah el-Sissi dans la ville égyptienne d'El-Alamein.

Par Africanews

Quelques jours après avoir bloqué le projet de résolution franco-émirati sur les sanctions contre le Mali, la Russie dévoile «un secret» sur les coulisses des consultations au Conseil de sécurité de l'Onu, qualifiant de néocoloniale la position sur le Mali exprimée par un membre du Conseil.

Certains membres du Conseil de sécurité de l'Onu font preuve d'une approche néocoloniale en prenant des décisions sur le sort des pays africains, les récentes consultations sur les sanctions contre le Mali en sont un exemple, a annoncé

SANCTIONS DE L'ONU CONTRE LE MALI

Moscou dénonce une «approche néocoloniale»



ce mardi 5 septembre le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, Vassili Nebenzia. «Je vais vous révéler un petit secret.

L'un des membres permanents du Conseil a déclaré lors de consultations à huis clos: 'Nous sommes le Conseil de sécurité et nous faisons ce que nous voulons, pas ce que fait le pays que nous examinons'. N'est-ce pas là la manifestation d'une approche néocoloniale?', a-t-il interrogé. Le diplomate russe assure que les auteurs du projet de résolution franco-émirati qui prévoyait de prolonger d'un an les sanctions contre Bamako ont manqué d'objectivité. «Nos appels insistants et répétés aux auteurs du projet pour qu'ils fassent preuve d'une approche constructive et qu'ils intègrent la raison, ont été tout simplement ignorés», a précisé M. Nebenzia. Selon lui, les auteurs de cette résolution, qui a fini par être bloquée par Moscou, ont tort d'affirmer qu'ils avaient déployé des efforts colossaux pour négocier une résolution sur le Mali, puisque les préoccupations de ce pays africain

ont été totalement ignorées. Les sanctions contre le Mali ont expiré le 31 août, après que le Conseil de sécurité n'a réussi à adopter aucun des deux projets de résolution visant à les prolonger. Le projet de résolution proposé par la France et les Émirats arabes unis prévoyait de prolonger d'un an les sanctions et le travail du groupe d'experts chargés de désigner qui serait visé par les sanctions au Mali. Parmi les restrictions figurent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager à l'étranger, mis en place en 2017. La Russie et le Mali contestent l'objectivité des experts chargés du dossier. Le projet alternatif russe proposait donc de dissoudre le groupe en question et de prolonger les sanctions d'un an pour la dernière fois. Ce document n'a pas obtenu les neuf voix sur 15 nécessaires à son adoption.

Par Agence Sputnik

BURKINA FASO

Production de 57 tonnes d'or en 2022

Le Burkina Faso a produit 57,645 tonnes d'or en 2022, a déclaré hier mardi le secrétaire général du ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières, Jean-Baptiste Kaboré. «A la date du 31 décembre 2022, notre pays comptait treize mines d'or et une mine de zinc, dont quatre sont en arrêt, pour une production totale de 57,645 tonnes d'or et de 46,789 tonnes de zinc », a indiqué M. Kaboré. Il s'exprimait à l'occasion d'une conférence de presse annonçant la tenue de la 5e édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest (SAMA) du 28 au 30 septembre à Ouagadougou. M.

Kaboré a expliqué que les recettes directes au budget de l'Etat étaient passées de 430,916 milliards de francs CFA (707 millions de dollars) en 2021 à 540,984 milliards de francs CFA (888 millions de dollars) en 2022, soit une augmentation de 25,54% en valeur absolue. Les recettes des exportations liées au secteur minier sont quant à elles passées de 2.806,1 milliards de francs CFA (4 milliards de dollars) en 2021 à 2.841,9 milliards de francs CFA (4,6 milliards de dollars) en 2022, soit une hausse de 35,8 milliards de francs CFA (57 millions de dollars), a poursuivi M. Kaboré.

Cependant, a-t-il déploré, « une perturbation ces dernières années des activités d'exploitation et de recherches géologiques et minières due notamment à la crise sécuritaire ». Le même responsable a affirmé que la 5e édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest sera organisée sous le thème « Exploitation minière en Afrique : quelle stratégie pour impacter le développement des économies locales ? ». Cet événement international réunira plus de 2.000 participants composé d'experts, d'investisseurs, de chercheurs et de visiteurs d'horizons divers.

NIGERIA

Campagne de répression contre les véhicules délabrés

Dans le but de réduire le nombre d'accidents de la route au Nigeria, le corps fédéral de sécurité routière (FRSC) a entamé la répression immédiate de tous les véhicules délabrés à travers le pays. Cette décision intervient après une vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux montrant une voiture avec seulement trois pneus usés circulant sur une autoroute dans l'État d'Ogun. Selon le commandant du secteur d'Abuja, en plus de défigurer le paysage de la ville, les véhi-

cules délabrés constituent un réel danger sur les routes nigérianes, en particulier dans la capitale. «Nous savons que le facteur le plus important est le facteur humain, mais la partie mécanique est un élément tout aussi majeur et si on parvient à éliminer ce problème, cela contribuera largement à réduire le nombre d'accidents sur nos autoroutes», a déclaré Mutaa Chorrie Isah, le commandant du secteur FRSC à Abuja. Ce n'est pas la première fois que cette opération a lieu

au Nigeria. Certains conducteurs et agents routiers affirment que l'exercice rendra les routes plus sûres pour tout le monde. «Si le véhicule n'est pas en état de marche, il n'a pas sa place sur la route, car il crée des problèmes, alors il vaut mieux le retirer de la circulation», estime Bolarin Olarewaju, agent routier. Les autorités précisent que l'opération, qui est un exercice continu et durable, est menée à l'échelle nationale. Par ailleurs, des sanctions sévères sont prévues pour

toute personne utilisant ces véhicules. «Nous avons pris des mesures dans le FCT, par exemple, en organisant des patrouilles conjointes pour renforcer notre stratégie pour appliquer la loi», a précisé le commandant Isah. Les experts de la sécurité routière au Nigeria affirment qu'environ 70 % des véhicules d'occasion circulant sur les routes nigérianes ne sont plus en état de rouler.

Par Africanews

FERMÉ DEPUIS LE 6 AOÛT

Le Niger rouvre son espace aérien

Les militaires au pouvoir au Niger ont décidé de rouvrir lundi l'espace aérien du pays aux vols commerciaux, fermé depuis le 6 août. «L'espace aérien de la République du Niger est ouvert à tous les vols commerciaux nationaux et internationaux», a déclaré un porte-parole du ministère des Transports cité par l'ANP, en précisant que les services au sol avaient également repris. Et d'ajouter :

«L'espace aérien reste toujours fermé à tous les vols militaires opérationnels et autres vols spéciaux qui ne sont autorisés que sous réserve d'autorisations préalable des autorités compétentes». Le Niger avait annoncé le 6 août la fermeture de son espace aérien «face à la menace d'intervention qui se précise à partir des pays voisins», alors que la Communauté économique des Etats d'Afrique de

l'Ouest (Cedeao) menaçait d'intervenir militairement pour rétablir le président élu Mohamed Bazoum, renversé par un coup d'État le 26 juillet. Les frontières terrestres et aériennes du pays avaient été fermées par les militaires au lendemain de leur prise de pouvoir, puis rouvertes avec cinq pays frontaliers le 2 août dernier. Certains vols munis d'autorisations spéciales ont toutefois pu continuer

à desservir l'aéroport de Niamey, la capitale. Le Niger continue de subir les sanctions imposées au pays par la CEDEAO pour faire plier les militaires au pouvoir. L'ONU a averti que les sanctions régionales et la fermeture des frontières «affectaient grandement l'approvisionnement du Niger en denrées alimentaires vitales et en fournitures médicales».

Par Africanews

EQUIPE NATIONALE : PRÉPARATION DU MATCH CONTRE LA TANZANIE

Feghouli est l'un des meilleurs joueurs en EN, selon Belmadi

Le sélectionneur Djamel Belmadi a dû faire appel à ce joueur expérimenté et polyvalent en l'absence d'un milieu défensif ayant obtenu l'entière satisfaction de l'entraîneur et devant l'enjeu que représente la Coupe d'Afrique des Nations et les éliminatoires de la Coupe du monde.

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, Djamel Belmadi, a considéré, mardi à Constantine, que Sofiane Feghouli est, à ses yeux, "l'un des meilleurs joueurs ayant représenté l'équipe nationale, compte tenu de sa carrière et de sa longue expérience" avec l'équipe. Dans une déclaration aux médias avant le début de la deuxième séance d'entraînement des Fennecs, au stade Chahid-Hamlaoui, le coach, en réponse à une question sur le fait de savoir si le rappel de Sofiane Feghouli était un choix tactique ou une façon de faciliter l'intégration de nouveaux joueurs, a souligné que Sofiane est "un joueur de grande expérience, qui aime beaucoup son pays et qui a tout donné pour l'équipe nationale". Djamel Belmadi a ajouté qu'il n'avait aucun problème avec l'âge des joueurs. "Si nous regardons le Sénégal, par exemple, la composition de son équipe n'a pas beaucoup changé depuis 2018



malgré l'âge avancé de certains de ses éléments, car ce qui compte, c'est la performance sur le terrain". En réponse à une question sur la pelouse du stade chahid Hamlaoui et sur les conditions de séjour de l'équipe à Constantine, Belmadi a indiqué que l'équipe nationale a reçu un bon accueil et bénéficie d'une bonne prise en charge depuis son arrivée dans la ville des ponts suspendus. Il a remercié, "tous les responsables en charge du complexe sportif pour la qualité et la préservation du gazon naturel". De leur côté, les joueurs Sofiane Feghouli, Youcef Atal et le gardien Anthony Mandréa se sont exprimés, dans leurs déclarations à la presse, sur l'état de

préparation de l'équipe nationale en prévision des deux prochains matches face à la Tanzanie pour le compte de la dernière journée des éliminatoires de la CAN 2023, et contre le Sénégal en amical, le 12 septembre prochain à Dakar. Ils ont fait part de leur optimisme, surtout, ont-ils estimé, que l'équipe a été renforcée par de jeunes et talentueux éléments. La séance d'entraînement, effectuée en présence du nouvel attaquant de l'équipe saoudienne d'Al Ahly, Riyad Mahrez, s'est déroulée dans une ambiance studieuse et dans la bonne humeur. CAN 2023/Algérie-Tanzanie: arrivée de la sélection tanzanienne à Annaba Quant à La sélection tanzanienne de

football, elle est arrivée mardi à Annaba en provenance de Tabarka (Tunisie), en prévision du match qui l'opposera à l'Algérie, jeudi au stade du 19-Mai 1956, pour le compte de la 6^e et dernière journée des éliminatoires de la CAN 2023 prévue en Côte d'Ivoire. La délégation tanzanienne, joueurs, staff technique et accompagnateurs, arrivée à bord d'un bus spécial depuis la ville tunisienne de Tabarka, a été accueillie à l'hôtel Sheraton d'Annaba. Il est prévu que l'équipe tanzanienne effectue, ce soir, une séance de récupération avant l'entraînement programmé dans la matinée de mercredi sur la pelouse du stade du 19-Mai 1956. **R.S.**

PARA-POWERLIFTING/MONDIAL-2023:

Bettir et Hadj Ali qualifiés aux JP de Paris-2024

Les para-powerlifters algériens Hocine Bettir et Mohamed Hadj Ali sont qualifiés aux Jeux paralympiques (JP) de Paris-2024, grâce aux points récoltés lors du dernier Championnat du monde organisé à Dubaï (Emirats arabes unis), et au cours duquel, la participation algérienne a été jugée "très positive" par l'entraîneur national Mohamed Salaheddine Benatta. "Le bilan de notre participation aux Mondiaux de Dubaï est acceptable, malgré quelques déceptions mais ils auront l'occasion de se racheter lors des prochaines échéances internationales", a estimé Benatta, relevant au passage la bonne progression des athlètes algériens depuis quelques temps. L'Algérie qui a participé au rendez-vous émirati avec sept athlètes dont deux filles, a obtenu une médaille de bronze décrochée par Hadj Ahmed Beyour (-49kg) qui a terminé son concours avec un total des trois essais à 437kg, grignotant quelques points au classement mondial de qualification aux Jeux paralympiques-2024. En revanche, l'athlète Samira Guerioua a raté, à la surprise générale, sa compétition dans la catégorie des -45kg, se contentant d'une 12^e place avec 91kg seulement, elle qui est habituée à soulever 96kg voir 98kg aux entraînements. Pour sa part, Nacera Mohammed Merar (-79kg) a terminé son concours à la 6^e position, avec un total à 247kg, réussissant deux de ses trois

essais (121kg et 126g) et ratant 127kg (3^e essai). Elle a terminé à la 4^e position du meilleur essai. Son compatriote Mohamed Hadj Ali (-88kg) a pris la 10^e place au total (411kg), et la 5^e place au meilleur essai (207kg), de même qu'Aymen Khodja (1^{re} année seniors) qui a totalisé 160kg, prenant la 6^e place au total des trois essais (152kg, 156kg et 160kg). Le chef de file du para-powerlifting algérien, Hocine Bettir (-65kg) s'est classé en 11^e position au total des essais (386 kg), après avoir échoué dans son second (193kg). Le paradoxe est que le médaillé de bronze des deniers Jeux paralympiques à Tokyo, a soulevé assez facilement une charge à 198kg (3^e essai), qui lui a d'ailleurs donné la 4^e place des meilleurs essais. Chez les juniors, l'Algérien Chems Eddine Boudraa, le plus jeune athlète des mondiaux a pris la 5^e place chez les -49kg, avec un total de 96kg. "Les athlètes algériens non encore qualifiés pour Paris-2024, sont toujours en lice pour atteindre cet objectif qui reste le rêve de tout un chacun. Les athlètes ont constaté de visu que le niveau du para-powerlifting a énormément progressé et exige beaucoup de sacrifice pour figurer parmi les huit premiers au classement mondial de qualification. Désormais, nos athlètes sont condamnés à briller lors des quatre prochaines compétitions pour engranger le maximum de points", a expliqué l'entraîneur national.

Les prochaines échéances internationales sont: la Coupe du Monde en Egypte (novembre), les Jeux mondiaux en Thaïlande (décembre), la Coupe du monde de Fazaa en Emirats arabes unis (février-2024) et le Grand Prix de Manchester (juin). "Notre objectif est de qualifier le maximum d'athlètes pour les JP et cela passe obligatoirement par le travail et beaucoup de sacrifice pour l'ensemble des postulants aux billets qualificatifs. Nos athlètes vont bénéficier de quelques jours de repos, avant de reprendre le travail qui doit être intense et bien ciblé", a souligné Benatta, relevant les bons moyens mis à la disposition des athlètes par la fédération algérienne handisport (FAH). Cependant, le coach national a souligné le problème du manque des compléments alimentaires, indispensables aux athlètes. "Les compléments alimentaires pour un athlète de musculation sont une nécessité absolue. Ils permettent d'apporter à son organisme tous les nutriments que l'alimentation peine à offrir. Ils sont aussi un complément pratique et efficace aux apports protidiques nécessaires au développement musculaire. Ils évitent également les blessures aux athlètes, mais ils doivent être pris sous contrôle médical strict", a-t-il conclu, tout en souhaitant que cette doléance soit prise en compte le plus rapidement possible. **APS**

JEUX PARALYMPIQUES AFRICAINS-2023 :

LES BASKETTEUSES ALGÉRIENNES ÉCRASENT LES MAROCAINES (87-05)

La sélection algérienne dames de handi-basket a surclassé son homologue marocaine, en s'imposant largement 87-05 (mi-temps 43-02), lors de la deuxième journée du tournoi comptant pour la première édition des Jeux paralympiques-2023 qui se déroule à Accra au Ghana (3-12 septembre), et dont le vainqueur jouera le dernier tournoi qualificatif aux Jeux paralympiques de Paris-2024. Dans un match à sens unique, les coéquipières de la capitaine Djamil Khemgani ont déroulé durant tout le match de quatre quarts de jeu les remportant, respectivement (18-00, 25-02, 14-00 et 30-03). Expérimentées et largement supérieures sur le parquet de la salle omnisports d'Accra, les protégées de l'entraîneur national des dames, Ahmed Taguiche n'ont laissé aucune chance à leur adversaire du jour. C'est le second succès des Algériennes après celui remporté facilement lundi, face au Kenya 98-08 (22-00, 28-00, 28-06, 20-02). Pour la suite de son programme, la sélection algérienne affrontera la Zambie (mercredi), la RD Congo (samedi), Ghana (dimanche) et l'Afrique du Sud (mardi). Chez les messieurs, l'équipe nationale algérienne a également battu aisément la RD Congo sur le score de 98-21 (mi-temps 55-06) pour le compte de son premier match du groupe (A), composé aussi du Ghana, Ouganda et Maroc. Les coéquipiers de Nabil Guedoun ont scellé les quatre quarts du match par: (25-02, 30-04, 25-10 et 18-05). Après les Congolais, les Algériens affronteront le Ghana (mercredi), le Maroc (vendredi) et l'Ouganda (dimanche), pour espérer terminer parmi les deux premiers du groupe pour se qualifier à la demi-finale du tournoi. **APS**

VOLLEY/CAN-2023:

VICTOIRE DE L'ALGÉRIE FACE AU BURUNDI 3-0

La sélection algérienne masculine de volley-ball s'est imposée devant son homologue du Burundi sur le score de 3 sets à 0 (25-10, 25-09, 25-17), pour le compte de la deuxième journée de la 24^e édition du Championnat d'Afrique des nations (3-14 septembre), mardi au complexe olympique du Caire en Egypte. Versé dans la poule A, le Six national enchaînera mercredi (18h00) face à l'Egypte, qui a battu le Burundi (3-0 : 25-11, 25-08, 25-10), dimanche pour le compte de la 1^{re} journée de compétition. Cette 24^e édition du Championnat d'Afrique des nations, enregistre la participation de 15 pays répartis en quatre poules (A, B, C, D). Les quinze équipes se qualifieront aux huitièmes de finale du tournoi, prévus vendredi. La Tunisie tenante du trophée a hérité de la poule B avec le Mali, la Tanzanie et le Tchad. Les deux autres poules du tournoi continental sont composées du Cameroun, du Kenya, du Ghana et de la Libye pour la poule C, alors que la poule D regroupe le Maroc, le Rwanda, le Sénégal et la Gambie. **APS**

LES PAYS EUROPÉENS COUPABLES DE PILLAGE DE LA CULTURE AFRICAINE SONT NOMBREUX

Quels sont les pays concernés ?

Du côté du Royaume-Uni, le British Museum (plus de 200 000 objets africains) a proposé des prêts au Nigeria ou à l'Éthiopie, pillée lors d'une expédition britannique en 1868, mais rechigne à restituer des biens.



Royaume-Uni, le British Museum

Le débat est plus avancé en Allemagne, sensibilisée à la question depuis les spoliations de l'ère nazie et elle-même pillée par l'Armée rouge. La ministre fédérale de la Culture, Monika Grütters, a même expliqué à l'Unesco qu'il fallait s'appuyer sur les restitutions faites aux juifs spoliés pour aborder la question des objets africains présents en Europe. D'ailleurs, à de rares exceptions près : en 2003, le musée ethnologique de Berlin a ainsi rendu une précieuse statuette d'oiseau au Zimbabwe, ex-colonie britannique. Depuis plusieurs musées travaillent à identifier l'origine des milliers d'œuvres issues de l'époque coloniale, quand l'Allemagne avait notamment la main sur le Cameroun, le Togo ou la Tanzanie. La provenance des objets qui seront exposés au Humboldt Forum, le grand musée ethnologique qui doit ouvrir à Berlin, sera explicitée. Mais c'est en Belgique que le débat s'est dernièrement emballé. Dans une lettre ouverte publiée le 25 septembre, 36 personnalités des mondes artistique, universitaire et associatif, en majorité afro-descendantes,

ont dénoncé une «Belgique à la traîne sur la restitution des trésors coloniaux» par rapport à la France, l'Allemagne et le Canada. En réponse, un débat «participatif», intitulé «Restitution des biens culturels africains : question morale ou juridique ?», s'est tenu le 16 octobre au Parlement francophone bruxellois. Résultat ? Un groupe d'experts va être installé, de même qu'une résolution visant à faire des propositions concrètement et des amendements à la loi, pour aller vers des restitutions concrètes. Des milliers d'objets d'art anciens congolais, dont certains datant de plus de 6 000 ans, sont entreposés au musée royal de Tervuren. Dans tous les cas, les nouvelles propositions de l'UE vont venir compléter le cadre juridique existant relatif au commerce des biens culturels qui, jusqu'à ce jour, se limitait à la législation concernant l'exportation de biens culturels et la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union. Aujourd'hui, les choses ont changé et l'Union européenne (UE) a annoncé le 7 novembre

dernier avoir pris des mesures pour lutter contre le trafic de biens culturels dans le but d'empêcher l'importation et le stockage de biens culturels exportés illicitement depuis un pays tiers», annonce un communiqué officiel. Non seulement ces nouvelles règles aideront à préserver le patrimoine culturel de l'humanité, en particulier les objets archéologiques provenant des

pays touchés par des conflits armés, mais elles contribueront également à empêcher le financement du terrorisme par ce type de trafic. Les nouvelles règles visent les biens cul-

turels créés ou découverts hors de l'UE, ou les objets d'art destinés à être mis en libre pratique ou placés sous un régime particulier autre que le transit. Ces mesures visent également les biens culturels de plus de 250 ans d'âge, ainsi que ceux ayant une valeur d'au moins 10 000 euros, précise le communiqué.

I.M.

LA RESTITUTION DES BIENS CULTURELS AFRICAINS EN MARCHÉ QUAND EST-CE QUE LA FRANCE RENDRA AUX AFRICAINS CE QUI APPARTIENT AUX AFRICAINS ?

L'annonce par le président français de sa volonté de restituer à l'Afrique ses biens culturels pillés a ouvert le débat sur cette question. Au-delà des pays, c'est l'Union européenne même qui tente de la prendre en charge. En novembre 2017, à Ouagadougou, le président français Emmanuel Macron s'est engagé à ce que, d'ici à cinq ans, les conditions soient réunies pour que les dizaines de milliers de biens culturels arrivés en France durant la période coloniale reviennent dans leur pays d'origine, de manière définitive ou temporaire. Stupeur en Europe, où jusqu'ici les revendications dans ce sens étaient traitées au cas par cas. C'était aussi la première fois que la volonté politique surpassait le débat public. Le 22 mars, l'Élysée a confié à l'historienne Bénédicte Savoy et à l'économiste sénégalais Felwine Sarr un rapport devant contenir des propositions concrètes d'actions qui devrait être rendu public fin novembre. Mais qu'en est-il dans les autres pays d'Europe ?

Il faut dire que cette question n'est pas nouvelle sur le Vieux Continent. En 1981 un rapport avait été présenté concernant le cas des pays africains. Mais, à l'époque, on craignait l'effet de «contagion.» Depuis, plus globalement, des pays comme l'Égypte ou la Grèce n'ont eu de cesse de réclamer le retour d'antiquités, mais c'est avec l'Afrique que l'Europe se montre plus réceptive après avoir longtemps argué que les conditions de conservation et de sécurité dans les musées africains n'étaient pas adéquates.

Du British Museum de Londres au musée Tervuren en Belgique (devenu Africa Museum après cinq ans de travaux de rénovation, NDLR), les collections européennes débordent d'objets d'art dits "coloniaux", acquis dans des conditions parfois discutables. À l'époque, militaires, anthropologues, ethnographes, missionnaires qui sillonnent les pays conquis en ramènent des souvenirs souvent achetés ou troqués, quelquefois volés. Au total, plus de 90 % des pièces majeures d'Afrique subsaharienne se trouveraient hors du continent, selon les experts. Et l'Unesco soutient depuis plus de quarante ans le combat des pays qui, en Afrique et ailleurs, exigent la restitution de leurs biens culturels disparus lors de l'époque coloniale.

I.M./l'Express

pratiques culturelles

qui ont souvent été interrompues et l'énergie qui les animait étouffée. Leur importance rituelle et esthétique excède largement l'espace clos d'un musée, fut-il le plus avant-gardiste. Michel Leiris, qui a participé à l'expédition de 1931, décrit par le menu les «sacrilèges» parfois commis pour arracher leur «butin» à des populations affolées.

La mission, présentée comme un projet «pacifique», humanitaire et scientifique, a cependant servi à la fois de justification à l'expropriation, la subjugation de groupes culturels sur la base d'une instrumentalisation des connaissances récoltées au sujet de ces mêmes peuples et leurs modes de vie.

Par Amy Niang pour The Conversation.com

RESTITUTION CULTURELLE : REPENSER LE MOMENT COLONIAL

Le crime et la réparation

Au-delà des restitutions annoncées, la nature des objets, notamment le contexte de leur collecte, est une occasion unique de questionner le fait colonial. J'ai été très intriguée de tomber sur une exposition sur le navire La Marie-Sérapique au Musée de l'Or à Bogota. C'est que depuis quelques années, la Colombie, tout comme d'autres pays de l'Amérique latine, tente de revisiter l'histoire de l'esclavage à l'aune de l'émergence de mouvements qui luttent pour la reconnaissance des droits des Afro-Colombiens.

L'exposition retrace le parcours du navire négrier nantais entre le 1er mai 1768 et le 27 juin 1969 alors qu'il transportait 315 esclaves africains entassés dans des conditions inhumaines, retournant en Europe avec à bord le profit de leur vente et un ravitaillement en café et sucre. Avec 4 350 expéditions répertoriées, la France fut la 4e puissance

esclavagiste entre les XVIIe et XIXe siècles. Le port de Nantes était responsable de 40 % de ce trafic avec pour cadre législatif le Code noir.

Ce contexte peut servir de tableau de fond au débat actuel sur la restitution des artefacts africains à leurs pays d'origine. La question de la restitution repose directement et plus globalement celle du pillage humain, économique et culturel dont l'Afrique a fait, et continue d'ailleurs de faire, l'objet. Cela devrait donc être le début d'un débat, et non pas une réponse définitive.

Parmi les dizaines de milliers d'objets concernés, certains aujourd'hui exposés au musée du quai Branly, on trouve des objets pillés au palais de Dongsoume lors de la guerre française contre Béhanzin, roi du Dahomey, en 1892. On trouve également des objets rapportés par Griaule et son équipe. En 1930, Marcel Griaule et un groupe d'ethnologues

entreprennent de parcourir l'empire français à la bonne vieille manière des explorateurs-pionniers.

L'expédition Mission ethnographique et linguistique Dakar-Djibouti fait l'objet d'une loi spéciale (loi du 31 mars 1931) et de dotations importantes et sans précédent dans l'histoire de la recherche en France, avec des contributions généreuses aussi bien publiques que privées. La mission était chargée de documenter la vie, d'archiver des connaissances sur les peuples africains, et surtout d'amasser des artefacts.

Ces objets ont souvent servi – et servent encore – à des rituels et dans la vie quotidienne des peuples qui les ont fabriqués. Ils représentent des aspects de

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

NIF: 150000 16090 4080

PREMIERE MISE EN DEMEURE

En application des dispositions du marché n°172/22 du 13/12/2022 relatif au projet « Renforcement de la RN01 Baba Ali et Tassala El Merdja (limite de la wilaya d'Alger)-2^{ème} section, contracté avec l'entreprise SONATRO, représentée par le Directeur Général Monsieur Boubekeur Messaoud sise à Zone industrielle BP26, Reghaia Wilaya d'Alger,

Vu l'ordre de service de commencement des travaux n°01 du 13/12/2022

Vu l'envoi adressé à l'entreprise sous le n°945 du 07/03/2023 portant nécessité de reprendre les travaux et d'augmenter la capacité des travaux ;

Vu l'envoi adressé à l'entreprise sous le n°1354 du 04/04/2023 portant nécessité de reprendre les travaux et d'augmenter la capacité des travaux ;

Vu la non reprise des travaux sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Vu le non respect du planning de réalisation des travaux arrêté

Vu les gênes causés aux usagers de la route suite à l'abandon du chantier

Vu qu'aucune suite effective sur terrain n'a été donnée aux correspondances de l'administration

L'entreprise est mise en demeure pour la première fois, de reprendre les travaux de revêtement et satisfaire à ces exigences sous huitaine à compter de la date de la première parution de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux ou dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur publics (BOMOP), faute de quoi une résiliation aux torts exclusifs sera prononcée à l'encontre de l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

L'EXPRESS DU 07/09/2023

ANEP : N° 2316022414

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministre du l'Habitat, de l'Urbanisme, et de la Ville

Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction

de la wilaya d'Ilizi

A monsieur Nour Mahmoud

Entreprise GTP et hydraulique

Cité Issat idir bēchar

Mise En Demeure N°01

Projet : Réhabilitation les voiries urbains à cité E.L – Wiame à distance 5500.00 ml.

- Vu le marché N° 152/2022 du 11/10/2022,
- Vu l'ODS N° 406/2023 en date du 06/11/2022,
- Vu la correspondance N° 2064/2023 en date du 09/07/2023, pour l'implémentation du projet,
- Vu les sorties sur le terrain effectuée par nos services avec le bureau d'étude charge du suivi, signalant l'arrêt des travaux, et de ne pas fournir au chantier la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour le déroulement des travaux,
- A cet effet l'entreprise GTP et hydraulique représenté par Mr Nour Mahmoud est mise en demeure, pour présenter au niveau de la DUAC, pour le démarrage des travaux, et renforcer le chantier par la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour le déroulement des travaux dans un délai n'excédant pas trois (03) jours à compter de la parution de la mise en demeure dans les quotidiens nationaux. Et/ou le BOMOP
- Passé ce délai, des mesures coercitives seront appliquées à l'encontre de votre entreprise, allant jusqu'à la résiliation unilatérale.

L'EXPRESS DU 07/09/2023

ANEP : N° 2316022390

Sur page Facebook: L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

L'express le quotidien

@LexpressAlgerie - Journal

À propos

Suggérer des modifications

Photos

CONTACTEZ LE SERVICE PUB AU NUMÉRO DE TÉLÉPHONE/ FAX : 023.70.99.92

Créer une publication

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

BRÉSIL

Un cyclone fait une vingtaine de morts

Au Brésil, des pluies cycloniques ont fait 22 morts. Ce nouvel événement climatique extrême qui touche l'État du Rio Grande do Sul a provoqué de terribles inondations et des glissements de terrain ces dernières 24 heures dévastant des habitations. La petite ville de Muçum a été la plus durement touchée par les pluies : la crue de la rivière Taquari a recouvert plus de 85 % du territoire de cette municipalité, où 15 corps ont été retrouvés mardi et où certains habitants ont dû être secourus sur le toit de leurs maisons, rapporte le quotidien brésilien Correio Braziliense. Le cyclone, qui a commencé à toucher lundi cette région du sud du pays frontalière avec l'Uruguay et l'Argentine, a causé "le pire bilan pour un événement climatique dans le Rio Grande do Sul", a précisé le gouverneur de l'État, Eduardo Leite, en conférence de presse. En juin, un autre cyclone avait fait 16 morts dans ce même État. Le Brésil a été frappé au cours des dernières années par des

intempéries meurtrières, dont les liens avec le changement climatique ne sont pas écartés par les experts.

Le gouverneur a précisé que plusieurs dizaines de pompiers avaient été mobilisés et que "plusieurs centaines de personnes" avaient été secourues. Des hélicoptères ont été utilisés pour évacuer des habitants isolés, certaines routes étant totalement inutilisables en raison des inondations. Plus de 50 000 personnes d'une soixantaine de villes ont été affectées et plus de 3 700 d'entre elles ont dû quitter leur domicile, selon le dernier bilan des autorités locales. Selon Wolnei Wolff Barreiros, secrétaire de la Défense civile du Rio Grande do Sul, plus de 300 millimètres de pluie sont tombés dans cet État ces dernières 24 heures. Dans la commune d'Ibiraiaras, un couple a trouvé la mort quand leur voiture a été emportée par le courant quand alors qu'ils traversaient un pont.

Par **Courrier International**
et **Agences**

ÉTATS-UNIS

22 ans de prison pour un chef d'extrême droite ayant participé à l'assaut du Capitole

L'un des responsables d'un groupe d'extrême droite ayant pris part à l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 à Washington, a été condamné à la plus lourde peine de prison prononcée par la justice américaine depuis le début des procès. Enrique Tarrio, l'ancien leader des Proud Boys milice d'extrême droite, a été condamné à 22 ans de prison. La semaine dernière, les quatre autres membres des Proud Boys reconnus coupables en mai avec Enrique Tarrio ont été condamnés à des peines de 10 à 18 ans de prison. La peine jusqu'alors la plus lourde pour cette attaque, 18 ans, avait été prononcée contre Stewart Rhodes, fondateur de la milice d'extrême droite Oath Keepers. Le 6 janvier 2021, quelque 200 membres des Proud Boys ont pris d'assaut le Capitole, siège du Congrès

américain, afin de tenter d'empêcher la certification de la victoire du démocrate Joe Biden sur le président républicain sortant Donald Trump. Cette journée « a brisé notre tradition de transfert pacifique du pouvoir », a de nouveau déploré le juge, Timothy Kelly. Contrairement aux autres prévenus reconnus coupables en même temps que lui en mai, Enrique Tarrio, contre lequel l'accusation a requis 33 ans de prison, ne se trouvait pas à Washington lors de cette journée fatidique. Mais le juge Timothy Kelly a estimé que « M. Tarrio était le dirigeant ultime du complot ». Depuis le 6 janvier 2021, plus de 1 100 personnes ont été arrêtées et inculpées. Plus de la moitié a été condamnée, en majorité à des peines de prison ferme.

Par **Agence**



PLUSIEURS MORTS ET DISPARUS SIGNALÉS

Inondations meurtrières en Grèce, en Espagne et en Turquie



Des pluies torrentielles s'abattent sur une partie de l'Europe, provoquant des inondations meurtrières. Après l'Espagne, la Grèce et la Turquie sont notamment touchées.

Des pluies torrentielles se sont abattues sur la Grèce et la Turquie, lundi 4 et mardi 5 septembre, faisant au moins cinq morts et plusieurs disparus. A Istanbul, après un été particulièrement sec, qui a vu les réservoirs d'eau de la ville tomber à leur niveau le plus bas depuis neuf ans, des inondations dues aux fortes pluies ont causé la mort de deux personnes en Turquie. Les services d'urgence turcs ont annoncé deux autres morts et quatre disparus à Kırklareli (nord-ouest), mardi 5 septembre. La tempête nocturne a inondé une station de métro souboulite et forcé l'évacuation de dizaines de personnes d'une bibliothèque municipale, selon les médias. Des images diffusées à la télévision et sur les réseaux sociaux ont montré des flots balayant des voitures et des étals de marché.

Durement touchée par de nombreux incendies cet été, dont celui qui a ravagé ces deux dernières semaines le parc national de Dadia, à Evros (nord), la Grèce connaît des pluies torrentielles depuis lundi. Le département de Magnésie et les îles proches de Sporades, dans le centre du pays, sont classés en alerte rouge, d'après les services de la protection civile. « La quantité d'eau tombée en vingt-quatre heures représente l'ensemble de la pluie habituelle pendant tout l'automne », a constaté le météorologue Panayotis Giannopoulos à la télévision publique ERT. « D'après les météorologues, c'est le phénomène le plus extrême en matière de quantité d'eau tombée en l'espace de vingt-quatre heures depuis que la Grèce possède

des archives sur le sujet », a affirmé le ministre de la crise climatique et de la protection civile, Vassilis Kikilias. « Des orages et des pluies intensives [se sont succédé] mardi, surtout à Volos », dans le centre du pays, où un homme a été retrouvé mort, a fait savoir le porte-parole des pompiers, Yannis Artopios, à l'ERT. Trois autres personnes, dont un berger dans le village d'Agios Georgios, situé dans la même région, sont portées disparues. Des orages ont également frappé l'île d'Eubée, située au nord d'Athènes, provoquant des glissements de terrain, ainsi que la région de l'Elide, dans le Péloponnèse (sud-ouest), où des cultures ont été endommagées, selon des médias locaux. La circulation vers le sud du Péloponnèse est interrompue en raison de l'effondrement d'un pont. Quant à l'immense incendie de la forêt de Dadia, qui brûle depuis le 19 août, M. Artopios a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) que « le feu [était] sous contrôle et [qu']aucun foyer n'[était] actif ». Qualifié de « méga-incendie » par des experts, ce feu, dans la zone protégée par le réseau européen de Natura 2000, a détruit plus de 81 000 hectares, soit presque la moitié des hectares touchés par les incendies depuis le début de l'été en Grèce, selon l'observatoire européen Copernicus. Ces feux ont fait au moins vingt-six morts cette année.

Après des mois de sécheresse historique, en Espagne, de fortes pluies ont provoqué la mort de trois personnes et trois autres sont portées disparues, d'après des bilans communiqués par le président de

la Castille-La Manche et la garde civile, lundi. Ces intempéries, qui affectent le pays depuis ce week-end, ont touché en particulier les régions de Madrid et de Castille-La Manche (centre). Selon un photographe de l'AFP présent à Aldea del Fresno, à l'ouest de la capitale espagnole, plusieurs ponts se sont écroulés et des torrents de boue sortis du lit de la rivière ont emporté de nombreuses voitures. Dans les régions affectées, de nombreuses routes étaient coupées. Le trafic ferroviaire, suspendu temporairement depuis dimanche, restait fortement perturbé, notamment entre Madrid et l'Andalousie et sur la côte méditerranéenne. A Madrid, ces pluies torrentielles ont également entraîné la fermeture temporaire de plusieurs lignes de métro.

Bien que l'intensité des pluies ait baissé depuis lundi, l'Agence d'Etat de météorologie a maintenu en alerte sept régions, dont Madrid, la Castille-La Manche, la Catalogne, les îles Baléares et le Pays basque.

En première ligne du réchauffement climatique, l'Espagne – dont 75 % du territoire est menacé de désertification – est régulièrement frappée par des pluies torrentielles en fin d'été et à l'automne, qui peinent à pénétrer dans le sol et font brutalement gonfler le lit des rivières. Ce phénomène, appelé « dana » par les météorologues (« dépression isolée à des niveaux élevés », en espagnol), peut causer des morts. En 2018, treize personnes sont mortes sur l'île de Majorque, aux Baléares.

Par **Le Monde**

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

- HORizontalement

A. Plante des marais. Partie amovible d'un casque.

B. Bâti pour le citadin. Rapace ou noble.

C. Six à Rome. Triste mélodie.

D. Détache les pois de la cosse. Capitale d'un pays du Maghreb.

E. Opposèrent un démenti. Émetteur luxembourgeois.

F. Jamais repu.

G. Peut s'entendre sur un court de tennis. Elle nous informe avec des images. École normale supérieure.

H. Cancre parfois. Couche de saleté.
- VERTICALEMENT

1. Propre à la jeunesse.

2. Qui remonte au tout début.

3. Nota bene. Demeure.

4. Appareil de prise de vues.

5. Jeune femme.

6. Acte infâme.

7. Préfixe d'égalité. Poudre pour les bébés.

8. Chiffre. Berceau de bateau.

9. Société unipersonnelle.

10. Incapables de mordre.

11. Filet de campagne. L'homme dont on parle. Notre Sauveur.

12. Boucliers. Trouve le cran.

SIDOKU

	4		8	2	7			
1	7	3	9		6	5		
2						4	6	
		7	6		9			5
3	5	4						6
		2	4		1			8
9						7	1	
7	6	1	5		4	8		
	2		1	7	3			
1	2	3	4	5	6	7	8	9

LES MOTS FLÉCHÉS

ATTRIBUT D'OISEAU

CIBLE DE TIR

FUTUR POU

MON-SEIGNEUR

IL EST ACCES-SOIRE POUR UN GOLFEUR

PROFES-SEUR EN ABRÉGÉ

C'EST LE 83

DEGRÉ DE GAMME

RÉVÉREND PÈRE

INAT-TENDU

EFFET AU TENNIS

NÉGLIGER AU PROFIT D'UN AUTRE

ELLE EST GRANDE À LA FOIRE

EUT L'IDÉE

CABANE À OUTILS

ABÎMERA PROGRES-SIVEMENT

AGENT DE BORD

CHEVEU FAMILIER

CHASSE AFRICAINE

DIS-SÉMINER

ART DE PRÉVERT

CACHET DE SIRE

AXE DE ROUES

SAINT DANS LA MANCHE

PETIT ROULEAU ASIATIQUE

BULLETIN DU TEMPS

FIN D'IN-FINITIF

C'EST LUI LE PATRON !

DEVANT CE QUI NOUS AP-PARTIENT

ARTICLE DÉFINI

CHANGE DE PEAU

EXPRIME SON POINT DE VUE

RAYÉE DU MONDE DES VIVANTS

RONGEUR LAVEUR

LE NET

APPUYÉE AU MUR

BONNES EN DÉBUT D'ANNÉE

RASSURÉ DÉTENDU

DÉCOR RICHE

CONCE-VOIR UNE ŒUVRE

À QUEL ENDROIT ?

DRAME À TOKYO

ASPERGE D'EAU

ABREVIA-TION VATICANE

DES SIÈCLES ET DES SIÈCLES

MOTS MÊLÉS

ACTIVER	AGATE	AMPLEUR	BARDE	CLIMAT	ENTOURAGE	ERADIQUER	ESTHETE				
ETALEMENT	EVENEMENT	EVOLUTIF	GRONDIN	LAMENTO	LYCEEN	MISE	MONTREUR				
OPTIMAL	OREE	POCHE	RETIRER	REVENDRE	SPLEEN	TROMPETTE	ZAIN				
Z	T	E	E	T	A	G	A	R	B	E	E
R	A	N	V	R	R	L	U	A	G	T	R
U	L	I	E	O	A	E	R	A	A	E	D
E	A	N	N	M	L	D	R	M	V	H	N
R	M	D	E	P	E	U	I	I	I	T	E
T	I	N	M	E	O	L	T	Q	T	S	V
N	T	A	E	T	C	C	A	I	U	E	E
O	P	R	N	T	A	Y	H	T	F	E	R
M	O	E	T	E	S	P	L	E	E	N	R

DES QUESTIONS D'INTÉRÊT COMMUN ONT ÉTÉ ÉVOQUÉES

CHANEGRIHA REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DU DIRECTEUR DE LA CIA

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, hier, un appel téléphonique du directeur de l'Agence centrale de Renseignement américaine (CIA), M. William Joseph Burns, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN) cité par l'APS. "Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha,

Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a reçu, hier, un appel téléphonique du directeur de l'Agence centrale de Renseignement américaine (CIA), M. William Joseph Burns, lors duquel les questions d'intérêt commun ont été évoquées", souligne le communiqué. Lors de cet appel téléphonique, les deux parties "ont fait part de leur volonté commune de conso-

lider les liens de coopération et la coordination entre les deux pays dans le volet sécuritaire", ajoute la même source. "Les discussions ont également constitué une opportunité pour les deux parties d'exprimer leur satisfaction du niveau de coordination sécuritaire atteint, notamment dans le domaine de la lutte antiterroriste", conclut le communiqué du MDN.



M^{ME} MERIEM BENMOULOUH NOMMÉE HAUT COMMISSAIRE À LA NUMÉRISATION, AVEC RANG DE MINISTRE

Donner un coup d'accélérateur au secteur

L'Algérie a accompli, il est vrai, des progrès numériques dans l'administration publique ainsi que dans d'autres secteurs. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir en la matière. Tenant compte du fait que l'ouverture numérique non seulement sert de moteur à la croissance économique mais favorise les progrès aux plans social, éducatif et médical...

M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de Madame Meriem Benmouloud en tant que haut commissaire à la numérisation avec rang de ministre, indique un communiqué de la Présidence de la République rendu public hier. Meriem Benmouloud réussira-t-elle à redonner de l'élan à l'activité numérique ? Le défi pour le secteur est de développer une capacité de transformation suffisamment importante pour pouvoir se passer du « papier » et dans l'administration et dans les secteurs économiques. L'Algérie a accompli, il est vrai, des progrès numériques dans l'administration publique ainsi que dans d'autres secteurs. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir en la matière. Tenant compte du fait que l'ouverture numérique non seulement sert de moteur à la croissance économique mais favorise les progrès aux plans social, éducatif et médical, entre autres, le pays s'est engagé à investir davantage dans ce secteur, en vue de rattraper son retard. Le chef de l'État avait appelé, il y a quelques mois, à la nécessité pour l'Algérie d'adopter un « modèle



économique » avancé basé sur la « connaissance », soulignant que l'accent était mis sur la nécessité de « reconsidérer l'approche de l'emploi » en soutenant « l'entrepreneuriat » et « l'esprit d'entreprise des jeunes ». Dans cette optique, des « pôles d'excellence » seront développés en partenariat avec des institutions économiques, en phase avec le développement de la « science » et « des technologies

modernes ». Le président de la République avait donné des orientations stratégiques quant à la manière de faire émerger une politique de développement de l'économie de la connaissance, insistant sur le fait qu'il importe d'investir dans « l'innovation », dans les « nouvelles technologies » de l'information et de la communication, et de promouvoir « l'emploi »...

Youssef S.

LE GANG DE BAB EL OUED NE SÉVIRA PLUS

Dans un communiqué publié hier, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont annoncé le démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de stupéfiants et de drogues dures.

Composé de 13 individus, dont deux jeunes filles, ce gang activait dans le trafic de drogues à travers plusieurs quartiers de Bab El Oued. En plus de l'arrestation de l'ensemble des membres de ce réseau, les policiers ont réussi à récupérer lors de cette opération une quantité de 2 222 capsules de psychotropes, 380 grammes de cannabis, 185 grammes de drogue dure, 60 grammes de tchouchna, 07 armes blanches et 118.000 DA.

R.N.

77 MILLIONS DE MANUELS SCOLAIRES IMPRIMÉS ET PROPOSÉS À DES PRIX ABORDABLES

L'Education prend le temps pour une rentrée scolaire exemplaire

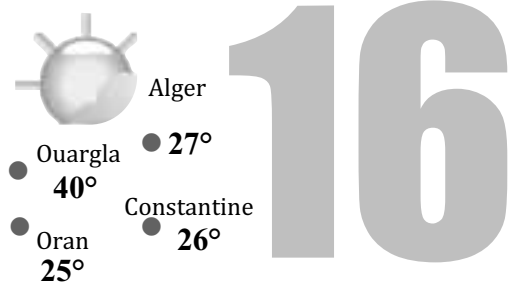
L'Office national des publications scolaires a annoncé, hier, qu'environ 77 millions de manuels scolaires ont été imprimés à l'intention des élèves des trois niveaux éducatifs, primaire, moyen et secondaire, à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024. La déclaration a été faite à la télévision publique par un responsable de l'Office des publications, qui a précisé en outre, que les prix de ces livres sont réglemen-

tés, abordables et à la portée de tous les citoyens. Afin d'assurer le bon déroulement du processus de vente des manuels scolaires, l'Office des publications a doté le point de vente situé rue Zighoud-Youcef, dans la capitale, de boîtes de paiement supplémentaires, tout en exploitant toutes les capacités matérielles et humaines pour faciliter le processus, selon les propos du responsable du point de vente. Par conséquent, un

afflux important de citoyens pour acheter des livres en prévision de la nouvelle rentrée scolaire a été observé.

Le responsable du point de vente de livres scolaires situé rue Larbi-Ben-M'hidi a confirmé que tous les livres scolaires de tous les niveaux sont disponibles aux mêmes prix que l'année dernière, sauf pour les élèves de quatrième année du primaire, où le livre d'anglais a été ajouté à la liste.

I.M.Amine



FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
04:48	12:46	16:22	19:07	20:33

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LA DATE DE LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE FIXÉE

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, hier, que la rentrée universitaire pour l'année 2023-2024 aura lieu le 23 septembre 2023. Le communiqué indique : « Le ministère

de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique annonce que la rentrée universitaire pour l'année 2023-2024 a été fixée au 23 septembre 2023 pour tous les niveaux ».

Y.B.

ENERGIES RENOUVELABLES : PRÈS DE 590 MW DE PUISSANCE INSTALLÉE À FIN 2022

La puissance d'énergies renouvelables (EnR) installée à la fin décembre 2022 au niveau national s'est élevée à 589,7 MW dont 460,8 MW hors hydroélectricité, a indiqué le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE).

"A la fin décembre 2022, la puissance totale installée en énergies renouvelables (EnR) s'élevait à 589,7 MW (mégawatts) dont 460,8 MW hors hydroélectricité englobant 422,6 MW raccor-

dées au réseau et 38,2 MW hors réseau", a précisé le Commissariat dans son 3^e bilan des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables en Algérie pour la période 2020-2021-2022.

Selon ce document, qui porte notamment sur les réalisations enregistrées dans le domaine des énergies renouvelables, en matière de déploiement sectoriel, de développement du tissu industriel, il a été enregistrée une augmentation de 5,2% en matière de puissance installée avec une capacité installée additionnelle de +23,9 MW par rapport à celle cumulée à la fin 2021.

R.N.

LE RÔLE PRIMORDIAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE NATIONALE MIS EN EXERGUE

Les participants à une Conférence organisée mercredi au "Forum de la mémoire" à Alger, ont mis en avant le rôle primordial de la société civile dans la préservation de la mémoire nationale et la transmission de l'histoire de la glorieuse guerre de libération aux générations à venir. A cet égard, le représentant de l'Observatoire national de la société civile, Fateh Seribli, a affirmé, lors de sa participation à cette rencontre organisée par l'association "Mechaal Echahid" et le quotidien El Moudjahid, que la société civile "joue un rôle majeur dans la préservation de la mémoire nationale et la sensibilisation de la société, notamment des plus jeunes, à l'importance de connaître notre glorieuse histoire sans laquelle il est impossible de construire une Algérie nouvelle". De son côté, l'écrivain et moudjahid Issa Guasmi s'est penché sur "le rôle important de la société civile

dans la préservation de la mémoire collective et la protection du patrimoine à travers la sensibilisation des nouvelles générations à l'importance et à la place prépondérante de l'histoire dans leur vie", soulignant la nécessité "de la mobilisation pour la sauvegarde de la mémoire nationale à travers l'organisation de séminaires et de colloques, avec l'association d'institutions académiques pour permettre aux jeunes de mieux connaître l'histoire de leur pays". Dans ce sens, le représentant de l'Association des enfants de moudjahidine, Mustapha Habba, a assuré que la préservation de la mémoire nationale "ne doit pas se limiter à l'organisation de célébrations, mais doit inclure également l'organisation de visites aux sites historiques, ainsi que des rencontres sur l'histoire de l'Algérie au profit de toutes les catégories de la société".

APS